

LA QUESTION
DE LA
PROPRIÉTÉ DE L'ENCAISSE MÉTALLIQUE
DE LA BANQUE D'ÉMISSION EN GRÈCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 5 juin 1929 à 2 heures

PAR

Stephan STEPHANOPOULOS

Diplômé de la Faculté de Droit d'Athènes

Président : M. NOGARO

Suffragants : { MM. AFTALION } *Professeurs*
 { OUALID }

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, Rue Cujas et Rue Victor Cousin, 19

—
1929



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA QUESTION
DE LA
PROPRIÉTÉ DE L'ENCAISSE MÉTALLIQUE
DE LA BANQUE D'ÉMISSION EN GRÈCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 5 juin 1929 à 2 heures

PAR

Stephan STEPHANOPOULOS

Diplômé de la Faculté de Droit d'Athènes

Président : M. NOGARO

Suffragants : { MM. AFTALION } *Professeurs*
 { OUALID }

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, Rue Cujas et Rue Victor Cousin, 19

—
1929



La question de la propriété de l'encaisse métallique de la Banque d'émission en Grèce

INTRODUCTION

Le lendemain d'une série de longues guerres, dont la dernière malheureuse, et de l'entrée massive d'un million et demi de réfugiés, les gouvernements dictatoriaux qui se sont succédé en Grèce depuis le désastre de l'Asie Mineure, au lieu d'une sage et méthodique politique de recueillage, ont préféré les mesures spasmodiques inspirées des besoins du moment, qui, souvent contradictoires et toujours maladroites et néfastes, ont amené la désorganisation complète des finances publiques et la désagrégation de la vie économique. C'est un Gouvernement d'Union Nationale, issu de la consultation populaire de novembre 1926, qui sauvera le pays d'une catastrophe imminente et procédera à la réorganisation de ses forces économiques et politiques.

Pour accomplir l'œuvre de redressement économique, le Gouvernement d'Union Nationale fut obligé de faire appel à la Société des Nations. En réponse à cette demande, le Secrétariat de la Société des Nations nomma une commission pour étudier la situation économique et financière de la Grèce et examiner les conditions dans lesquelles son concours financier pourrait lui être accordé. Cette Commission, après une étude approfondie, sur place, des finances

publiques et des ressources du pays, conclut à la nécessité d'un emprunt extérieur qui servirait à l'assainissement budgétaire et monétaire et à l'achèvement de l'établissement des réfugiés. La section économique et financière de la Société des Nations approuva les conclusions de la Commission et, dans la session de septembre 1927, un protocole fut soumis à la signature du Gouvernement Hellénique, par lequel ce dernier fut autorisé à émettre, sous les auspices de la Société des Nations, un emprunt de 9 millions de livres sterlings, dont le produit serait destiné « à stabiliser la monnaie grecque, à liquider les arriérés budgétaires de l'Etat Hellénique et à poursuivre l'œuvre d'établissement des réfugiés », sur un plan de reconstruction économique qui comporterait comme conditions essentielles la création « d'une Banque nouvelle et indépendante d'émission » sous la dénomination de Banque de Grèce, « le maintien... d'un équilibre parfait entre les dépenses et les recettes courantes de l'Etat », l'accomplissement de la restauration monétaire, et la création d'un nouveau système de comptabilité publique ¹.

La réalisation de ces conditions a soulevé un certain nombre de difficultés ; mais c'est surtout la création de la nouvelle Banque d'émission qui a donné lieu aux plus ardentes discussions et qui a posé, entre autres, le problème très important de la propriété de l'encaisse métallique. L'origine de ce problème est la suivante : Conformément au pro-

¹ *Protocole de Genève*, art. 2, 4, 5.

gramme financier adopté par le Gouvernement, la Banque Nationale de Grèce, jusqu'à cette époque seul institut d'émission dans le pays, devait renoncer à son privilège et transférer les actifs et passifs relatifs à l'émission à la nouvelle Banque de Grèce, qui prendrait ainsi à sa charge tous les billets en circulation, soit pour le compte de la Banque Nationale, soit pour le compte de l'Etat. Or, au cours de négociations entamées pour la réalisation de ce programme, l'ancienne Banque d'émission a prétendu que les 95 millions de drachmes-or ¹, constituant la couverture des billets émis pour son compte, lui appartenaient en propre, et que par suite, en cas de cession de cette encaisse à la nouvelle Banque d'émission, elle avait le droit de recevoir son équivalent calculé d'après la valeur que ladite encaisse présenterait au moment du transfert.

Cette prétention a suscité des vives protestations dans les milieux politiques et financiers, où une opposition irréductible se manifesta contre les exigences de la Banque Nationale, opposition qui finalement devait entraîner la rupture de l'Union des partis. Cependant, le Gouvernement Hellénique, se conformant à l'avis d'une Commission d'avocats et de juristes, constituée spécialement pour trancher le litige, approuva le point de vue de la Banque Nationale et lui donna satisfaction.

Cette solution du Gouvernement Hellénique, d'un intérêt de prime abord restreint, présente en réalité une portée

¹ Ou 1.200 millions de drachmes nouvelles.

qui dépasse de beaucoup le cadre national dans lequel le problème a surgi ; en effet, toutes les nations civilisées possèdent une banque investie du privilège d'émission, et la plupart d'entre elles, par suite des circonstances issues de la guerre, — cours forcé, avances à l'Etat, dépréciation de l'unité monétaire — se sont trouvées, à l'occasion de la stabilisation légale de leur monnaie, plus ou moins directement en face de la même question de la propriété de l'encaisse métallique de la Banque centrale d'émission. Il semble donc intéressant d'examiner si la solution donnée en Grèce à ce problème d'une importance si générale correspond réellement aux principes de la science économique et la pratique suivie à ce sujet par les nations étrangères.

Nous devons immédiatement observer que la question dont il s'agit, n'a pas été traitée en Grèce conformément à la méthode appropriée à sa nature.

D'abord, à l'origine, elle a été déplacée de son véritable terrain : elle a été envisagée comme une question de parti, et l'atmosphère de passion qu'elle a soulevée autour d'elle n'a nullement contribué à faciliter la position exacte du problème et la recherche impartiale de sa solution.

Puis, par une autre erreur, lorsqu'enfin on a reconnu le caractère « technique » de la question et le besoin d'appel aux spécialistes, on a constitué une Commission composée d'avocats et de juristes, à l'exclusion de tout économiste, chargée d'indiquer la solution convenable ; or, cette question, assurément technique, présentait un caractère essentiellement *économique* et *non pas juridique*, comme étant

indissolublement liée au rôle de l'encaisse métallique et au fonctionnement des banques d'émission dans la vie économique d'un pays. Par conséquent, les avocats et les juristes se trouvaient ici hors du cercle de leurs occupations habituelles et de leur compétence normale ; la parole logiquement devait appartenir aux économistes.

Cette confusion de spécialités, au détriment de la compétence des économistes, — qui, d'ailleurs, n'a pas manqué de susciter en Grèce bien des controverses et des discussions — nous oblige à présenter quelques considérations d'ordre général sur la nature des phénomènes économiques et de la discipline qui s'y réfère, pour montrer, par l'établissement d'une ligne de démarcation précise entre les diverses sciences sociales, les inconvénients de certaines conceptions fâcheuses, qui, assez courantes dans le public, portent atteinte à l'indépendance même de la science économique, soit en méconnaissant le besoin de toute préparation élémentaire et appropriée en matière économique, soit en regardant cette discipline comme un simple accessoire d'autres sciences, et notamment de la science juridique.

D'abord, pour la conception qui a toujours prévalu et qui s'est accentuée surtout dans les dernières années — probablement à cause de l'étendue et de l'importance qu'ont prises les phénomènes économiques dans l'ensemble de la vie politique et sociale — que n'importe qui, peut aborder les questions économiques sans aucune préparation préalable ¹,

¹ « Par une anomalie souvent signalée, écrivait déjà avant la guerre Ch. Arendt, alors que personne n'émet une opinion au sujet des mathé-

il est facile de montrer qu'elle est erronée et dangereuse : *erronée* : parce que sur le terrain économique se produisent des phénomènes complexes et des répercussions lointaines que seule une longue et patiente étude permet de démêler et d'expliquer, de sorte qu'il n'est pas possible « de s'improviser homme de science en quelques heures pour avoir appris quelques formules »¹ ; *dangereuse* : parce que c'est à cause de cette conception que se sont répandues dans le grand public, sur les questions économiques, des croyances fausses et confuses, qui ont singulièrement retardé les solutions normales et convenables. On ne saurait donc trop s'élever, selon la juste expression du professeur B. Nogaro, contre « le scandale qui consiste à faire litière de toute spécialisation et de toute division rationnelle du travail scientifique lorsqu'on aborde les problèmes économiques »².

Quant à la doctrine qui traite l'économie comme une simple branche de la science juridique, elle remonte dans le passé jusqu'aux origines de l'économie politique : le

matiques ou de la chimie sans être mathématicien ou chimiste, tout le monde émet des opinions sur les problèmes de l'économie politique, sans être économiste. Si l'on veut rechercher la cause de ce phénomène, elle se présente immédiatement à l'esprit ; ... la plupart des hommes passent leur existence sans avoir jamais à se préoccuper de mathématiques ou de chimie, tandis que tout le monde est constamment appelé à porter son attention sur des phénomènes économiques, tels que production, échange, consommation ». CH. ARENDT, *Economie Politique Scientifique*, Paris 1899, pp. VII, VIII.

¹ B. NOGARO, *Finances et Politique*, Paris, 1927, p. 139.

² B. NOGARO, *op. cit.*, p. 138.

cours d'Adam Smith était un cours de jurisprudence et portait ce titre ¹; et cette même confusion se retrouve après lui chez plusieurs autres économistes ². Cependant, dans la grande majorité, on s'était, depuis longtemps, clairement rendu compte qu'il y avait là une erreur et que, malgré les rapports étroits qui existent entre le droit et l'économie, la science juridique et la science économique présentent des différences essentielles quant à la nature et à la méthode, ayant chacune son objet propre et ses moyens d'investigations appropriés.

¹ Le cours d'économie politique, professé par A. Smith à Glasgow et que E. Cannan a publié en 1896, portait le titre : *Lectures on Justice, Police, Revenue and Arms, delivered in the University of Glasgow, by A. SMITH, reported by a student in 1763.* — Avant A. Smith, véritable fondateur de l'économie politique, cette dernière n'était considérée que comme un simple chapitre d'autres sciences : « Pendant une première période, écrit G. de Greef, l'économie, après l'avènement du christianisme et la constitution du catholicisme, est englobée par la théologie ; elle est traitée accessoirement par les canonistes. Ensuite, les juristes s'en emparent ; elle est dominée par la conception métaphysique du droit naturel... En dernier lieu, l'économie, avec Bodin et Montesquieu, par exemple, s'affirme comme une branche particulière de la politique, entendue surtout comme science du Gouvernement. Jusqu'à ce moment donc, ni son domaine, ni sa méthode propres ne sont délimités » (G. DE GREEF, *La Sociologie Economique*, Paris, 1904, p. 2).

² J. Reynaud, Président de la Commission constituée pour préparer la transformation du Collège de France, écrivait encore en 1848 dans son rapport : « La véritable économie politique n'étant autre, en définitive, que la science de la politique et du droit, les cours proposés pour cette science et son perfectionnement devaient suffire. »

En effet, suivant la juste remarque de R. Worms, le droit ¹ — qui est un ensemble de préceptes ayant pour but de régler la vie en société — « n'est pas un ordre de phénomènes particuliers, tels que les phénomènes économiques, domestiques, religieux, scientifiques, etc... Il est la *manière* dont tous ces phénomènes doivent s'accomplir » ². Ainsi, le droit positif — qui ne paraît pas avoir un objet propre, puisque celui-ci varie sans cesse — est, en réalité, une *forme coercitive*, légale ou coutumière, que peuvent revêtir tous les faits sociaux, intellectuels ou matériels, moraux ou familiaux, « dès que la société s'est mise d'accord sur certains principes qu'elle impose à ses membres dans l'accomplissement de ces faits » ³. On voit dès lors selon la conclusion

¹ Il s'agit, bien entendu, du droit positif.

² R. WORMS, *Philosophie des Sciences Sociales*, Paris, 1907, t. III, p. 210.

³ R. WORMS, *La Sociologie et le Droit*, Paris, 1895, p. 18. — Une analyse comparée des phénomènes économiques et des phénomènes juridiques nous conduit à des conclusions analogues : les phénomènes économiques « sont une partie de la vie sociale » (E. SCHWIEDLAND, *L'Economie Sociologique*, tr. fr., 1925, p. 182), ce sont des faits sociaux. (Cependant voir l'opinion contraire, A. LANDRY, *Manuel d'Economie*, Paris, 1908, § 11, p. 23). Qu'est-ce qu'un *fait social* ? En fusionnant les théories professées par G. Tarde et C. Durkheim, nous pouvons le définir : un fait « qui se répète ou qui est considéré comme susceptible de se répéter indéfiniment », à cause de la loi de l'imitation (G. TARDE, *Etudes de Psychologie sociale*, Paris, 1898, p. 21), et qui, en même temps, est « susceptible d'exercer sur l'individu une contrainte extérieure ». (E. DURKHEIM, *Les Règles de la Méthode Sociologique*, Paris, 1895, p. 19.) Or, les faits économiques présentent justement ces deux caractères distinctifs du fait

de R. Worms, que « la science des institutions juridiques ne saurait être mise logiquement sur le même plan que la science des phénomènes économiques ou celle des phénomènes religieux ou politiques », non qu'elle leur soit inférieure, mais « parce qu'elle est d'une autre nature », les premières étant définies « par la spécialité de leur matière »

social. Selon R. Maunier, ils sont, d'abord « des faits répétés d'une manière certaine » — *traditionnels* selon son expression (R. MAUNIER, *Droit et Economie Politique*, Thèse, Paris, 1910, p. 15). En second lieu, « ils sont obligatoires, ce sont des modes de conduite impératifs ». Suivant le même auteur, ce sont « les variations du caractère obligatoire » qui fondent la différence entre le fait économique et le fait juridique : dans ce dernier, la contrainte qui émane de lui est une *contrainte organisée* — c'est-à-dire « édictée et imposée par une autorité publique » — tandis que, dans le premier, elle est *diffuse et indirecte* — c'est-à-dire l'individu, s'il ne s'y conforme pas, subira certaines sanctions mais qui sont purement matérielles et « qui ne lui sont plus appliquées directement par le groupe lui-même ». (R. MAUNIER, *op. cit.*, p. 19). Cependant, si selon R. Maunier, les phénomènes économiques « peuvent être sanctionnés juridiquement » et devenir ainsi des phénomènes juridiques, ce qui, d'ailleurs, peut être vrai aussi pour les autres phénomènes sociaux, familiaux, moraux, etc., on comprend aisément qu'en réalité, les phénomènes juridiques ne sont au fond que des phénomènes économiques, familiaux, moraux, etc., qui revêtent une forme déterminée — c'est-à-dire qui sont sanctionnés juridiquement — ce que, du reste, nous avons admis plus haut.

Aussi A. Bossard, en partant des mêmes principes que R. Maunier, admet « que la caractéristique du fait juridique est la contrainte (organisée) », qu'on « ne retrouve pas cette caractéristique au même degré dans le phénomène économique » et que chaque acte économique peut revêtir « des formes juridiques » (A. BOSSARD, *Les lois de la*

et celle-ci « par la forme que le droit donne aux objets auxquels il s'applique »¹.

Spécialement sur le terrain économique, les institutions juridiques apparaissent comme une cristallisation, pour ainsi dire, des phénomènes économiques, qui, après avoir été créés par la pratique sociale, se plient, par suite de l'intervention du législateur, aux cadres rigides des lois écrites, en perdant ainsi leur plasticité primitive. De cette définition, deux conséquences se déduisent : D'abord, que le législateur, dans la plupart des cas intervient pour consacrer des situations de fait spontanément élaborées par la pratique, de sorte qu'en général, le caractère juridique ne s'im-

Sociologie Economique, Paris, 1913, p. 179). Donc, la conclusion nécessaire doit être, pensons-nous, que le droit positif a pour but de faire régler diverses situations économiques, domestiques, morales, etc. ; par conséquent, il n'a pas de matière propre, puisqu'il n'y a pas de différends à trancher juridiquement qui ne rentrent dans l'un ou l'autre de ces domaines. D'ailleurs, l'opinion de l'économiste E. Seligman n'est pas différente, lorsqu'il écrit : « La loi n'est qu'une manifestation extérieure ; les faits sociaux et spécialement les faits économiques sont la force vivante » (E. SELIGMAN, *Principes d'Economie*, tr. fr., 1922, t.i., p. 38). D'autre part, nous ne pouvons pas admettre non plus l'exagération de certains économistes, qui confondent littéralement le fait économique et le fait juridique, au point de ne pas pouvoir concevoir l'un sans l'autre : un fait économique peut se concevoir en dehors de toute consécration juridique, comme un cadre juridique peut avoir des contenus très divers. (R. STAMMLER : *Wirtschaft und Recht nach der materialischen Geschichtsauffassung*, 1906).

¹ R. WORMS, *La Sociologie et le droit*, p. 20.

prime qu'ultérieurement aux réalités économiques¹. En second lieu, que le droit positif, étant donné sa nature présente — et même doit présenter — une certaine fixité et une certaine raideur, incompatibles avec la mobilité et la

¹ De ce que le phénomène économique est d'une autre nature que le phénomène juridique et de ce que la pratique sociale devance dans plusieurs cas le législateur, on ne doit pas conclure que le droit n'exerce aucune influence sur la marche de la vie économique, et, par voie de conséquence, à l'inefficacité et à l'inopportunité de l'intervention de l'État. Bien que l'origine des diverses institutions juridiques se lie à des conditions d'ordre économique, cependant il est incontestable que le régime juridique détermine à son tour de façons multiples l'organisation économique. « Entre l'économique et le droit il y a un jeu continuuel d'action et de réaction » (E. SELIGMAN, *Principes d'Economie*, I, p. 39). Même les économistes classiques, qui croyaient trop à l'efficacité d'un régime de liberté absolue, n'ont pu méconnaître l'influence des règles juridiques sur le développement économique, tout en la considérant, il est vrai, comme une influence néfaste. En effet, bien que la pratique économique élabore spontanément les institutions nécessaires à ses besoins et à sa marche, que l'économiste doit, après les avoir étudiées et mises en lumière, proposer à la consécration du législateur afin de leur donner une forme précise et déterminée susceptible de régulariser leur activité et de préserver des abus possibles, — cependant, ce dernier ne se borne pas à consacrer servilement ce qui existe ; une certaine situation de fait ne doit pas « prendre qu'une seule forme déterminée » (G. SCHMOLLER, *Politique Sociale et Economie Politique*, tr. fr., 1902, p. 59), pas plus que de certains faits déterminés ne résulte nécessairement une législation déterminée : au contraire, elles peuvent être très variées, parce que, comme le remarque justement le Professeur G. Schmoller, « toute organisation économique est dominée par deux séries de causes indépendantes les unes des autres : d'une part, les causes naturelles et techniques, que l'ancienne économie politique

variété des faits économiques, qui, même revêtus d'une forme juridique, ne cessent pas pour cela d'évoluer avec l'ensemble des conditions sociales ¹.

considérât seules ; d'autre part, les causes découlant de la vie psychologique et morale des peuples, qui, jusqu'ici ont été simplement mentionnées ou négligées... Une grande partie des recherches antérieures en économie politique ont eu le grand tort de déduire le résultat final, c'est-à-dire la situation économique, de cette première série de causes... On méconnaissait la nature de la coutume et du droit, la puissance des sentiments moraux et de la civilisation, qui dominant également toute l'économie ». (SCHMOLLER, *op. cit.*, p. 63.) Or, c'est ici que se manifeste le rôle du législateur : en présence d'une institution économique spontanément élaborée par les facteurs techniques et les besoins de la vie économique, il ne se borne pas à l'imposer sans modifications et sans retouches ; il doit la préciser en régularisant les forces économiques en jeu, en posant des règles de conduite, pour proscrire les abus et pour l'orienter vers des fins plus conformes à l'intérêt général, en s'inspirant toujours des considérations supérieures de justice et de morale. Ainsi, l'intervention de l'Etat, loin d'être inefficace ou superflue — comme le prétendait l'Ecole classique en professant que « les institutions spontanées sont les meilleures » et que « le monde s'organise tout seul », — apparaît, au contraire, comme indispensable pour l'agencement des forces économiques : elle vise, pour ainsi dire, la réalisation d'une harmonie de la vie technique et matérielle avec la civilisation morale. C'est pourquoi nous devons toujours modifier le droit, non seulement quand une technique nouvelle régnera, mais aussi quand des idées nouvelles domineront la civilisation.

¹ « Que le droit soit coutumier ou qu'il soit écrit, remarque R. Worms, il oppose une égale résistance aux modifications, car il est toujours difficile d'amener l'esprit public ou le législateur à le transformer. » (R. WORMS, *Philosophie des Sciences sociales*, t. III, p. 211). On comprend d'ailleurs facilement pourquoi les textes juridiques doivent présenter une certaine fixité : de trop fréquentes

Il est d'ailleurs facile de constater que partout le mouvement législatif ne suit que de très loin les transformations du milieu social : la vie économique, essentiellement évolutive, glisse sous les formules destinées à la régir, qui demeurent ou se transforment moins vite qu'elle, de sorte qu'il y a des cadres juridiques qui ne correspondent plus à la réalité économique telle qu'elle se dégage de la pratique, — comme aussi, pour la même raison, tous les faits économiques ne trouvent pas toujours, ou, au moins ne trouvent pas dès leur apparition — un cadre juridique approprié¹. Dès lors, s'attacher principalement aux formes juridiques pour connaître la vie concrète, — comme doit le faire en principe le juriste, — c'est vouloir figer la complexité vivante dans des entités mortes, c'est vouloir emprisonner la réalité mouvante dans des abstractions artificielles et rigides, d'où il ne peut découler qu'une déformation dangereuse de la vie.

On voit ainsi apparaître clairement la délimitation du terrain qui constitue le domaine propre de chacune des deux sciences : L'Economie politique, science du monde vivant,

altérations risquent de compromettre la sécurité de la vie sociale et la stabilité des relations des particuliers.

De plus, « la loi, prenant le recul du temps, acquiert plus de respect, plus d'autorité et aussi plus de netteté » (E. THALLER, *La Méthode en Droit commercial*, Les Méthodes Juridiques, Paris, 1911, p. 132.)

¹ C'est ce qu'avait observé Karl Marx en écrivant que la vie économique change plus vite que les lois destinées à la régir, ce qui est vrai d'ailleurs aussi pour la vie familiale et la vie morale.

doit suivre pas à pas la réalité changeante, la vie ondoyante, la serrer le plus près possible par une observation rigoureuse et un examen minutieux des faits, pour en dégager des tendances générales, des lois d'évolution toujours en fonction des temps et des lieux. Au contraire, dans la science juridique, sans nier que c'est la vie sociale qui suggère la règle de droit, cependant, une fois que les faits ont revêtu une forme légale, le juriste, — malgré la largeur et l'indépendance reconnues à l'interprétation pour assouplir les textes et les adapter aux exigences de la vie et de la pratique, — doit ignorer, en principe, ce qui se passe en dehors du texte et revenir toujours à la formule de la loi, pour y trouver « toutes les règles nécessaires à la direction de la de la vie juridique », règles « qu'il n'est pas autorisé à chercher ailleurs »¹.

Cet attachement au texte rigide — qui, d'une époque à

¹ F. GÉNY, *Les procédés d'élaboration du droit civil*, Méthodes Juridiques, Paris, 1911, p. 176. Le même juriste ajoute : « J'estime en effet, pour ma part, que des raisons sérieuses et capitales... commandent de maintenir intangible la force, strictement obligatoire, de la loi écrite... En offrant à l'interprète la perspective d'appréciations juridiques à porter en dehors ou à côté des décisions strictement légales, ne risque-t-on pas de ruiner les bases mêmes de l'ordre positif, ne va-t-on pas déchaîner l'arbitraire et ouvrir la porte toute grande à cette jurisprudence de sentiment, sinon de passion? »... (*op. cit.*, pp. 177-178). L'opinion d'un autre juriste réputé, E. Thaller, n'est pas différente : « Au risque de plaider un paradoxe, écrit-il, le droit privé, plus que le droit public, exige une interprétation ferme mettant le justiciable à l'abri de l'arbitraire ou du caprice des magistrats » (E. THALLER, *op. cit.*, p. 133).

une autre peut correspondre à des choses différentes — arrive fatalement à voiler la réalité aux yeux des juristes, qui sont ainsi naturellement portés à sacrifier cette dernière au premier. De là une formation scientifique et une tendance d'esprit qui les rendent, en principe, inaptes à l'étude des questions économiques ¹ : le souci du contact avec les faits se trouvant relâché chez eux, ce qui est objet d'observation, devient dans leurs mains affaire de textes à élucider ; et l'esprit dogmatique prévalant, par suite des habitudes de pensée acquises dans leurs études antérieures, les principes économiques sont regardés par eux comme absolus et définitifs, de même que les lois civiles leur apparaissent comme immuables, en tout temps et en tout lieu. Conçue donc juridiquement la science économique cesse d'être ce qu'elle doit être : une science réaliste et expérimentale ; « façonnée par des légistes inhabiles au maniement de l'outil mathématique et à l'emploi de la méthode scientifique », elle risque

¹ A. Comte, dès le commencement du XIX^e siècle, insistait sur « l'inanité nécessaire des prétentions scientifiques de nos économistes, qui, presque toujours sortis des rangs des avocats ou des littérateurs, n'ont pu, certainement puiser à aucune source régulière cet esprit habituel de rationalité positive qu'ils croient avoir transporté dans leurs recherches. Inévitablement étrangers par leur éducation, même envers les moindres phénomènes, à toute idée d'observation scientifique, à toute notion de loi naturelle, à tout sentiment de vraie démonstration, il est évident que, quelle que pût être la force intrinsèque de leur intelligence, ils n'ont pu tout à coup appliquer convenablement aux analyses les plus difficiles une méthode dont ils ne connaissaient nullement les plus simple applications... » (A. COMTE, *Cours de Philosophie Positive*, 5^e éd., Paris, 1893, t. IV, p. 212.)

de nous conduire à des conceptions fausses ou illusoire et à des solutions erronées et dangereuses ¹.

Cependant, malgré ces différences essentielles, on ne peut pas méconnaître qu'il y a une connexité et des rapports étroits entre la science économique et la discipline juridique. Non seulement parce que l'activité économique conditionne le régime juridique qui, à son tour, réagit sur la première, mais aussi parce que le droit positif, qui n'a pas de matière propre, n'est en réalité qu'une forme déterminée que revêtent à un moment donné les faits économiques, on comprend aisément que l'étude des institutions juridiques ne saurait se suffire à elle-même — « puisqu'une forme ne se comprend pas détachée de la matière à laquelle elle s'applique » ² — et que le jurisconsulte ne devrait pas ignorer les données et les rapports de la vie économique. Mais cela ne veut pas dire que le juriste doit se transformer en éco-

¹ « De même que nos lois civiles, écrit A. Despaux, sont restées à peu près immuables depuis plus d'un siècle, que nos Codes ne sont guère qu'une compilation de droit coutumier et de droit romain adapté plus ou moins exactement à la société du XVIII^e siècle, de même, nos principes économiques ne font guère qu'exprimer des idées et régir les faits d'il y a un siècle. » Et la raison doit en être cherchée selon l'auteur, à ce que l'économie est « restée une branche du droit », et qu'elle « est toujours tributaire des légistes et des métaphysiciens qui continuent à dominer la politique ». (A. DESPAUX, *Principes de Dynamique monétaire*, Paris, 1925, pp. 5-6.)

² R. WORMS, *La Sociologie et le Droit*, p. 21. — E. Seligman écrit aussi : « Tout développement juridique est inexplicable si on l'isole des forces économiques. » (E. SELIGMAN, *Principes d'Economie*, tome I, p. 38.)

nomiste : il ne fait qu'utiliser les matériaux fournis par ce dernier. Le juriste, comme l'écrit E. Thaller, « ne travaille que de seconde main la science de la richesse... Sur les conditions de production, de circulation, de répartition de la richesse, les économistes ont commencé par émettre des propositions, tantôt de principe, tantôt d'application ; puis, ils ont formulé des *desiderata* ; les jurisconsultes ont ensuite accueilli ces données » ¹.

Ainsi, par suite des qualités d'esprit qu'elles requièrent et des objectifs qu'elles se proposent, les deux disciplines — économique et juridique — malgré leur connexité, demeurent nettement distinctes. Chacune a son objet particulier, « ses hommes d'étude et ses travaux propres, comme l'affirme E. Thaller. L'homme de loi ne peut pas se livrer dans le domaine de l'économie politique à des investigations propres et originales. Il n'en a pas le loisir, les aptitudes lui font défaut » ².

Et la vérité de ces remarques se confirme nettement par la façon dont ont étudié les faits économiques soumis à leur jugement les avocats et les juristes, qui ont composé en Grèce la Commission chargée d'indiquer la solution convenable au différend entre l'Etat et la Banque Nationale au sujet de la propriété de l'encaisse métallique.

¹ E. THALLER, *La Méthode en Droit Commercial*, Méthodes Juridiques, p. 138.

² E. THALLER, *op. cit.*, p. 138.

CHAPITRE PREMIER

Le rapport de la Commission des Juristes sur la propriété de l'encaisse métallique

Nous pouvons diviser logiquement l'ensemble de l'argumentation de la Commission des Juristes en deux parties :

Dans la première — la plus importante — la Commission, après un examen de la question en soi, abstraction faite de toute contingence spéciale, s'efforce d'établir comme principe général et absolu que l'encaisse métallique qui sert de couverture à la circulation fiduciaire, appartient en propriété exclusive à la Banque d'émission.

Dans la seconde, elle tend, en insistant sur certaines particularités qui entourent la question en Grèce, — dues aux conditions spéciales de la situation monétaire du pays — à donner plus de vigueur encore à l'application du principe général auparavant établi, au cas concret dont elle s'occupe.

En effet, en Grèce, la circulation monétaire est composée de la façon suivante :

a) des avances à l'Etat, dans lesquelles on doit comprendre en plus, d'une part, le montant des billets émis pour le compte de l'Etat, qui ont fait l'objet d'une réglementation

par la loi du Contrôle International de 1898, d'autre part, les billets émis conformément à la loi *FXMB* de 1910, en représentation des crédits promis par les Alliés, mais qui n'ont jamais été réalisés et qui ont même été finalement dénoncés ¹.

b) des billets émis pour le compte de la Banque Nationale.

c) enfin, des billets émis en vertu du décret de 1923 pour l'achat des devises étrangères.

La circulation, pour le compte de la Banque Nationale — qui nous intéresse spécialement ici — après avoir été fixée primitivement à 66 millions de drachmes, fut l'objet ultérieurement, de deux accroissements successifs, en raison de l'extension du privilège de la Banque aux provinces récupérées : D'abord, par les conventions du 6 décembre 1914 et du 14 février 1915, approuvées par la loi 656 du 26 mars 1915, « en raison de l'extension du privilège de la Banque Nationale aux provinces nouvelles, il lui est accordé le droit d'augmenter de 80 millions de drachmes le montant des billets émis pour son compte, avec maintien du cours forcé » (article 3), de sorte que le maximum de la circulation pour le compte de la Banque fut porté à 146 millions. Ensuite, par la convention du 27 mai 1920, approuvée par la loi 2457 du 24 septembre 1920, « en raison de l'extension de l'Etat et pour les besoins des transactions des pays annexés, la Banque Nationale est autorisée à augmenter de

¹ G. DAMIRIS, *Le Système monétaire Grec et le Change*, Paris, 1920, tome I, pp. 308 et suivantes.

300 millions de drachmes, à partir de la signature de la présente convention, le montant des billets circulant pour son compte » (article 1), dont le maximum se trouva ainsi porté finalement à 446 millions.

Pour ces deux émissions supplémentaires de 80 et de 300 millions, les lois précitées de 1915 et de 1920, ont imposé à la Banque Nationale, malgré l'existence du cours forcé, la constitution d'une couverture spéciale composée de 1/8 en rentes or, sur l'Etat, et de 1/8 en monnaie métallique. C'est justement à l'occasion de cette encaisse spéciale affectée aux deux émissions supplémentaires que s'est posé le problème de la propriété de l'encaisse, pour la solution duquel le Gouvernement Hellénique a été amené à faire appel à une Commission d'avocats et de juristes.

Cette commission a groupé dans son Rapport en dix questions, que nous reproduisons incessamment, les éléments du problème qui lui avait été soumis.

QUESTIONS POSÉES À LA COMMISSION

a) Quel est le caractère juridique des éléments d'actif (monnaies or, rentes sur l'Etat, lingots, etc...) que les Banques d'émission sont obligées par les lois et les conventions avec l'Etat, d'avoir comme réserve (couverture ou encaisse), — et quel est le rôle de cette encaisse, que le cours forcé du billet de banque existe ou non?

b) A qui appartient — à la Banque Nationale ou aux

détenteurs des billets — l'encaisse fixée par les conventions entre l'Etat et la Banque Nationale, approuvées par les Lois 656 de 1916 et 2547 de 1920, encaisse consistant pour 1/8 en rentes or, sur l'Etat, et pour l'autre 1/8 en monnaie métallique, et se trouvant soit dans les caisses de la Banque, soit en dépôt chez les Banques étrangères?

c) Suivant le sens exact de ces conventions, la Banque Nationale était-elle obligée de se procurer cette encaisse en disposant pour la constituer d'une fraction de billets qu'elle était autorisée à émettre en supplément par les conventions de 1915 et 1920? En tout cas, est-ce qu'il résulte des bilans de la Banque Nationale qu'elle a disposé ou qu'elle était en situation de disposer d'une fraction des billets émis conformément aux conventions précitées, pour l'acquisition de l'encaisse imposée par ces conventions?

d) A qui appartient l'accroissement de la valeur en drachmes papier de cette encaisse, accroissement provenant de la dépréciation de la drachme papier?

e) Etant donné, que, suivant les bilans de la Banque Nationale, parmi les billets de Banque émis conformément aux Lois 656 et 2547, quelques-uns seulement sont mis en circulation par la Banque, les autres se trouvant actuellement dans ses caisses, y a-t-il une obligation légale pour la Banque Nationale de conserver ladite encaisse puisque les billets de Banque pour lesquels existe cette encaisse ne sont pas tous en circulation? Quelle est la signification du fait que la Banque Nationale inscrivait dans ses bilans comme « disponibles » ces billets, quoique non mis en circulation?

f) Dans l'hypothèse où le privilège d'émission de la Banque Nationale lui serait enlevé par une loi et transmis à un autre institut d'émission, quels seraient dans ce cas, les droits de la Banque Nationale, sur l'encaisse, ainsi que ses obligations à l'égard des billets émis et circulant pour son compte ?

g) Quelle est la nature juridique et quelles sont les conséquences et les obligations juridiques des conventions passées entre l'Etat et des Sociétés, conventions approuvées par une loi, par lesquelles un privilège serait accordé pour une période déterminée à ces sociétés en vue de la création et du fonctionnement d'un service d'utilité publique ? L'Etat a-t-il le droit de priver, avant la date fixée, le bénéficiaire du privilège, sans indemnité, et en quoi cette indemnité doit-elle consister ?

A ce sujet, étant donné que l'encaisse appartient à la Banque Nationale, est-ce qu'elle aurait aussi droit à une indemnité et à quelle indemnité, en raison du retrait de son privilège exclusif d'émission et de circulation des billets dans toute la Grèce, privilège qui lui a été accordé jusqu'au 30 septembre 1950 par la convention du 31 mars 1921, approuvée par la loi 2577 du 19-28 avril 1921 ?

h) En tenant compte des lois en vigueur qui régissent l'établissement des bilans des sociétés anonymes et l'estimation des divers éléments de l'actif et du passif, pour quel chiffre la Banque Nationale serait-elle obligée de porter dans ses bilans la valeur de l'encaisse, qui, au moment de l'acquisition, quand la monnaie se trouvait au pair, mon-

tait à 95 millions francs-or ou 3.200.000 livres sterlings? De ce que la Banque Nationale inscrit l'encaisse au prix de l'acquisition dans son bilan, peut-on déduire la conséquence qu'elle a tacitement renoncé à son droit sur l'accroissement apparent de la valeur de ladite encaisse provenant de la dépréciation de la drachme?

i) Pour le cas où le cours forcé serait supprimé, la drachme papier de ce seul fait serait-elle assainie et automatiquement portée à la parité avec la drachme-or? Mais en supposant que par d'autres combinaisons financières la drachme papier soit assainie et que la Banque Nationale soit obligée de rembourser en or et au pair les billets de banque en circulation, pourrait-elle dans ce cas élever la prétention de tirer profit de l'appréciation actuelle et apparente de l'encaisse?

j) Pour le cas où le privilège exclusif d'émission de la Banque Nationale lui serait enlevé avant l'échéance et serait attribué à une nouvelle Banque d'émission qui prendrait à sa charge vis-à-vis du public toutes les obligations résultant des billets de banque en circulation pour le compte soit de la Banque Nationale, soit de l'Etat, si la Banque Nationale, par une convention particulière avait consenti à céder et à remettre son encaisse à la nouvelle Banque, aurait-elle le droit d'exiger l'équivalent de cette encaisse, et à quelle valeur cet équivalent serait-il calculé?

RÉPONSES DE LA COMMISSION

Sur les questions précédentes, les solutions convenables, selon l'avis de la Commission, sont les suivantes ¹ :

Sur a) Pour l'émission et la mise en circulation des billets de banque par les banques, il est d'usage que celles-ci pour inspirer confiance dans le billet qui circule comme monnaie et qui remplace souvent le numéraire, de conserver dans leurs caisses des éléments d'actif correspondant dans une certaine mesure à la valeur des billets émis et en circulation. Ces éléments constituent ce qu'on appelle la réserve, l'encaisse ou la couverture, *qui sert à assurer le remboursement des billets de banques* à leurs détenteurs en l'absence du cours forcé. Mais aujourd'hui, en général, le droit d'émettre des billets de banque, est confié par l'Etat à titre de privilège exclusif, pour une période déterminée, à une seule Banque, et les conventions et la loi relatives à ce privilège fixent dans ce cas la quantité et la nature de cette encaisse, qui peut consister soit en espèces, soit en rentes or sur l'Etat, soit en lingots, soit en avances faites à l'Etat (comme cela s'est produit en France et en Angleterre), soit enfin en effets de commerce de recouvrement sûr escomptés par la Banque. Les billets de banque en circulation, investis par la loi de cours légal pour le paiement des obligations, ne sont pas juridiquement autre chose

¹ Nous reproduisons ici presque intégralement le Rapport des Juristes, en évitant seulement les répétitions inutiles, trop fréquentes d'ailleurs, dans le texte.

qu'une promesse de la Banque de payer en espèces au porteur et à vue, la valeur inscrite sur le billet, tant que n'existe pas le cours forcé, sous le régime duquel la Banque est dispensée de l'obligation de rembourser. Par conséquent, dans le billet de banque *s'incorpore, en tous cas, l'obligation de la Banque de rembourser la somme énoncée sur le billet.*

Mais, d'autre part, en vue du crédit du billet de banque et de l'assurance partielle de son remboursement, l'Etat impose, d'ordinaire, à la Banque, certaines conditions au moment de la concession du privilège d'émission. Sur ce point, il y a surtout quatre systèmes : *a)* Limitation de la quantité des billets de banque en circulation au montant de l'encaisse métallique. *b)* Détermination, soit d'une marge soit d'une proportion entre le montant de l'encaisse et de la circulation de billets, proportion variable dans les divers pays, par exemple, un tiers en Allemagne et dans la plupart des autres nations, ailleurs, 40 %, 50 %, 20 %, en Grèce conformément au statut originaire et aux diverses lois de 1841 à 1870, 2/5, et autre part, une proportion plus élastique encore. *c)* Détermination d'un maximum d'émission sans détermination de l'encaisse (cas de la Banque de France). *d)* Le quatrième système consiste dans l'obligation des banques de conserver pour la garantie des billets émis et circulant, des titres sûrs, en général des titres de rente, représentant une valeur au moins égale à celle des billets. (Voir C. GIDE, *Cours d'Economie Politique*, 1923, T. I, p. 575.)

Toutefois, quelle que soit la nature de l'encaisse, lorsque

son existence et sa conservation sont imposées par la loi, le rapport juridique qui en résulte doit être examiné au point de vue de droit public et au point de vue de droit privé.

Au point de vue de droit public, l'encaisse résulte de l'obligation qui est imposée par l'Etat pendant la concession du privilège, en vue d'assurer le crédit du billet de banque et elle constitue une condition de l'acquisition et de l'exercice du privilège, condition dont la violation autoriserait la révocation du privilège par l'Etat. Néanmoins, *la propriété de l'encaisse reste intacte à la banque d'émission* débitrice des billets, comme reste intacte chez le débiteur la propriété du bien hypothéqué ou du gage, que celui-ci se trouve entre les mains du prêteur ou d'un tiers. Par conséquent l'Etat n'acquiert aucun droit sur elle.

Au point de vue de droit privé, l'encaisse imposée et conservée pour assurer le crédit du billet de banque au regard des détenteurs des billets, constitue une *cautio sui generis* ou un *gage sui generis*, qui demeure toujours la propriété de la banque et reste en sa possession, pour garantir l'exécution *de l'ensemble des obligations* de la Banque, et non pas seulement le remboursement des billets de Banque, excepté si cela a été spécialement prévu, mais, même dans ce cas, l'encaisse conserve son même caractère juridique.

Ainsi Leroy-Beaulieu (*Economie Politique*, édit. 1910, t. III, p. 714) professe : « En premier lieu, l'encaisse ne répond pas seulement des billets, *elle répond aussi des dépôts*, puisque ceux-ci peuvent être l'objet de retraits sou-

dains et que ces retraits peuvent au gré du déposant, s'effectuer sous la forme d'espèces métalliques. L'encaisse répond donc de tous les engagements des banques, dont les billets émis ne constituent qu'une partie. » Le même auteur remarque (*Op. cit.*, p. 720) : « Du moment qu'une banque ne rembourse plus ses billets, il importe peu qu'elle ait une encaisse équivalente à 30 ou à 35 ou même 40 %... Les métaux précieux qui sont enfouis dans les caisses d'une banque ne remboursant plus ses billets, sont, en quelque sorte, prisonniers, ce sont des amas qui ne comptent plus guère, n'ayant aucune affectation précise et déterminée. »

Et Lyon-Caen et Renault (t. IV, éd. 1925, §§ 691 et 758) enseignent que : « les billets de banque ne circulent facilement qu'en raison de la confiance qu'inspire le banquier qui les a émis. Cette confiance est fondée en grande partie sur ce que les porteurs de ces billets ont pour *gage* les capitaux déposés à la maison de banque qui en a fait l'émission, les effets de commerce escomptés par elle et qui forment son portefeuille commercial, la fortune personnelle du banquier ou les sommes versées ou à verser par les actionnaires, lorsque la banque est une société par actions ».

D'après cela, l'encaisse qui est imposée pendant la concession du privilège constitue un *cautionnement* ou un *gage sui generis* pour le crédit du billet de banque ; seulement la propriété des éléments qui constituent ce gage appartient à la banque.

Nous répétons qu'en aucun cas on ne peut parler d'un privilège des détenteurs des billets sur l'encaisse.

La couverture des billets a pour but de renforcer le crédit de la banque émettrice, de déterminer chaque fois la monnaie nécessaire pour les besoins des transactions et enfin d'assurer continuellement le remboursement immédiat et rapide des billets. (PHILIPOVITCH, *Grundriss*, I, § 90, p. 287.)

Elle n'a pas pour but de créer, au profit des détenteurs de billets et au détriment des autres créanciers de la banque, un privilège général sur le patrimoine de la banque ou un privilège spécial sur l'encaisse. Un tel privilège pourrait être utilisé seulement en cas de faillite de la banque, mais la coutume et la législation sur l'encaisse en Europe visent exclusivement les buts précités. Il est possible que la banque émettrice ne soit pas en état de suspension de paiement et que cependant, faute d'encaisse, elle ne soit pas en situation de rembourser immédiatement et sans retard les billets présentés. C'est pour cela que l'usage et la loi sont d'accord pour imposer que la plus grande partie de la couverture soit représentée par des effets à court terme d'un recouvrement sûr, parce que les créances de cette nature se transforment rapidement en monnaie et qu'ainsi le remboursement s'obtient facilement. (TEXIS, s. u. *Banken Handwörterbuch*, éd. 3^e, pp. 333-351.) Il est évident que la couverture provenant de telles créances ne constitue pas une garantie privilégiée des détenteurs et n'a aucune relation quelconque avec une pareille garantie.

Il est possible de stipuler des privilèges ou des gages au profit des porteurs des billets pour le cas de faillite de la

Banque, mais cela doit être prévu formellement et nettement dans la convention et en même temps doit être fixé par le législateur le mécanisme juridique opportun pour la réalisation en cas de faillite du paiement privilégié des détenteurs des billets ; toutefois, un pareil privilège en cas de faillite ne se rencontre pas dans l'histoire financière de l'Europe.

C'est seulement au Canada qu'on a établi un tel privilège général portant en cas de faillite sur tout le patrimoine de la banque émettrice, et aux Etats-Unis qu'on a institué un privilège spécial sur la couverture composée de rentes sur l'Etat, lesquelles devaient être déposées chez le contrôleur de l'Etat, qui, en cas de faillite de la banque, procéderait à la vente et au paiement privilégié des détenteurs des billets. (PHILIPOVITCH, *Handwörterbuch*, p. 524, N. BACOPOULOS, *Banques d'émission*, p. 118.)

Chez nous on n'a jamais institué un semblable privilège. Ni les conventions, ni les lois qui les ont approuvées ne contiennent de trace d'un tel privilège, de sorte que le but de l'encaisse reste le but général que nous avons indiqué.

Sur b) Aux termes de conventions passées avec l'Etat en 1915 et en 1920, approuvées par les lois 656 et 2547, la Banque Nationale fut obligée d'avoir une couverture garantissant les émissions supplémentaires de 80 et de 300 millions de drachmes... Par application de la solution donnée à la question précédente, cette encaisse appartient en principe à la Banque Nationale, et elle a pour but d'assurer le crédit du billet de banque en vue de son remboursement,

lorsque le cours forcé n'existe pas ; mais elle est destinée également à faciliter le paiement non seulement des billets de banque, mais aussi des dépôts à vue, dont l'ensemble constitue ce qu'on appelle la « circulation dynamique ».

Sur c) L'article 3 de la Convention du 6 décembre 1914 approuvée par la loi 654 de 1915, dispose que la circulation supplémentaire de 80 millions, émise pour les pays nouveaux, aura une couverture « qui sera déposée en tout ou en partie, soit dans les caisses de la Banque Nationale, soit dans les banques étrangères ».

De même l'article 1 de la Convention du 27 mai 1920 approuvée par la loi 2547, stipule que la circulation supplémentaire de 300 millions, autorisée à l'occasion de l'extension du privilège de la Banque aux pays alors annexés, aura aussi une couverture analogue « qui sera déposée en tout ou en partie, soit dans les caisses de la Banque Nationale, soit dans les banques étrangères, soit représentée par des devises étrangères au pair de l'or ».

De la lettre de ces deux conventions n'apparaît nullement que l'encaisse imposée par elles pour les émissions supplémentaires, devait être acquise par la Banque Nationale au moyen des billets de banque qui allaient à l'avenir circuler supplémentairement.

Bien au contraire, la lettre et l'esprit des conventions précitées démontrent que l'existence de l'encaisse imposée par elles, constitue la condition de cette circulation supplémentaire, de sorte qu'il en résulte clairement que la Banque pour mettre en œuvre l'extension du privilège devait avoir

la couverture exigée avant de procéder à l'émission supplémentaire autorisée par lesdites conventions. Cela résulte surtout de la phrase aux termes de laquelle la couverture doit « être déposée en tout ou en partie, soit dans les caisses de la Banque Nationale, soit dans les Banques étrangères » — d'où l'on peut inférer que, pour l'utilisation du privilège, la condition qui s'impose est que la couverture soit déposée avant cette utilisation.

Ainsi de l'esprit de ces conventions se déduit la même conclusion, parce que, étant donné que la circulation du billet de banque s'appuie sur le crédit de la Banque émettrice, dû surtout à l'existence d'une couverture ou d'une encaisse, ce crédit est supposé préexister et non découler de cette circulation même. En effet, l'esprit qui régit ces conventions est que le crédit de la Banque Nationale, qui va mettre en circulation les billets supplémentaires, existe déjà avant qu'elle utilise l'extension de son privilège ; et ce crédit se fonde précisément sur le fait de l'existence de l'encaisse avant la circulation.

D'après ce qui vient d'être développé, la Commission pense que la Banque Nationale ne devait pas, selon le sens véritable des conventions précitées, se procurer la couverture imposée au moyen des billets qui allaient être émis, mais qu'elle devait avoir cette couverture avant la réalisation de l'émission supplémentaire autorisée. Mais aussi, en examinant la question au point de vue du fait et en tenant compte des bilans de la Banque Nationale, on constate qu'elle n'a pas disposé et qu'elle ne pouvait pas disposer

du montant des billets mis supplémentairement en circulation pour acquérir la couverture qui lui a été imposée.

Une étude attentive des éléments précités démontre qu'une grande partie de la circulation supplémentaire s'absorbait en prêts à l'Etat et aux autres organisations d'intérêt public, ou se trouvait immobilisée dans les caisses de la Banque pour parer le cas échéant à ses obligations à vue.

D'ailleurs, si l'on tient compte de ce que, en 1920, lors de l'autorisation de la circulation supplémentaire des 300 millions, le change était monté au-dessus du pair, la livre sterling valant déjà plus de 30 drachmes, il devient évident que, si la Banque Nationale achetait la couverture imposée par les conventions en employant à cet effet une partie des billets mis en circulation supplémentaire, il en résulterait une secousse susceptible d'être ressentie par toute l'économie nationale. La Banque Nationale étant un organisme qui a pour but non pas de spéculer mais de servir l'économie nationale, ne pourrait pas méconnaître ce fait et par conséquent ne saurait accomplir une opération qui mettrait en danger tous les intérêts de l'économie du pays.

Sur *d*) La réponse à cette question dérive naturellement à titre de conséquence de celles données aux questions *a*) et *b*). En effet, puisqu'il a été reconnu que la propriété de l'encaisse appartient à la Banque Nationale, la conclusion qui en résulte c'est que l'accroissement en drachmes papier de la valeur de cette encaisse, provenant de la dépréciation de la drachme, appartient indubitablement à la Banque Nationale, d'autant plus qu'en règle générale, l'ap-

préciation ou la dépréciation de la valeur de la monnaie profite ou nuit au débiteur.

Sur *e*) Dans la science économique, on fait une distinction entre l'émission et la circulation des billets de banque. Ainsi, l'éminent économiste C. Gide, dans son ouvrage classique *Cours d'Economie Politique* (1923, t. I, p. 575), développe de la façon suivante cette question : « Au lieu de dire « le montant des billets en circulation », pour abrégé, on dit « la circulation ». La circulation n'est pas tout à fait la même chose que l'émission : car une banque a toujours en réserve un stock de billets qui sont émis, c'est-à-dire fabriqués, mais qui n'entreront dans la circulation que quand le besoin s'en fera sentir. Tant qu'ils ne circulent pas, ils sont comme s'ils n'étaient pas. »

Ce principe économique a été reconnu par la législation relative aux banques d'émission des divers pays. Ainsi, en Allemagne, la Reichbank a été obligée d'avoir une couverture en or et en autres valeurs dans la proportion de 1/3 de l'ensemble des billets *en circulation*. Conformément à cette règle, la loi allemande exige l'existence d'une encaisse correspondant au 1/3 des billets en circulation et non des billets simplement émis, la Reichbank n'étant astreinte à aucune couverture pour ces derniers tant qu'ils ne circulent pas effectivement.

Ce principe a été aussi reconnu par les deux conventions précitées de 1914 et de 1920. En effet, ces deux conventions parlent d'une couverture de la circulation supplémentaire autorisée, et par ce mot *circulation*, on doit entendre,

selon ce que dit Gide, l'ensemble des billets de banque effectivement en circulation.

Ainsi, d'après le principe ci-dessus développé, la Banque Nationale n'est pas obligée d'avoir une encaisse, puisque les billets dont il s'agit ne sont pas en circulation effective. Par conséquent, la couverture inscrite à l'actif de ses bilans, lui appartient exclusivement, puisque les billets de banque pour lesquels existe cette couverture ne sont pas en circulation. Cette solution n'est pas modifiée par le fait que la Banque Nationale porte dans ses bilans comme « disponibles » les billets de banque dont il s'agit.

Sur *f*) Si, par une loi qui romprait la convention en vigueur, le privilège de la Banque venait à lui être enlevé, cette loi, pour le cas où elle interviendrait sans une entente préalable des parties contractantes et sans le consentement de la Banque, constituerait la violation d'une convention en vigueur. Pour que cette violation soit le moins possible préjudiciable, il faudrait avant tout transférer les engagements résultant des billets à l'autre Institut d'émission, mais cela ne suffirait pas, parce que, tant que le cours forcé n'est pas aboli, ces engagements de la Banque Nationale sont présentement inexistants. Ces engagements deviendraient effectifs seulement pour le cas où l'Etat aurait remboursé ses dettes à la Banque Nationale, dettes résultant des avances à cours forcé. Ces dettes de l'Etat seront transférées aussi au nouvel institut d'émission, comme actif indissolublement lié aux billets de banque en circulation. Après cela, il n'y aurait plus à parler du transfert de la couverture de la Ban-

que Nationale, puisqu'il suffirait que l'Etat acquitte ses dettes pour que le remboursement des billets en circulation soit intégral en cas d'abolition du cours forcé.

Sur g) La nature juridique des conventions, approuvées par une loi, entre l'Etat et des Sociétés, par lesquelles il leur serait accordé pour une période fixe un privilège pour l'établissement et le fonctionnement d'un service quelconque d'utilité publique, réside dans un rapport qualifié « concession de service public ». (HAURIOU, *Précis de Droit administratif et de Droit Public* 1921, p. 753 ; — BERTHELEMY, *Traité élémentaire de Droit Administratif*, 1923, p. 629 ; — OTTO MAYER, *Le Droit administratif allemand*, 1905, t. IV, p. 153.)

Dans ce rapport, l'Etat cède au concessionnaire pour un délai fixe l'établissement et l'exploitation d'un service présentant le caractère de service public. Le droit et les obligations respectives des parties sont réglés par la Convention entre l'Etat et le concessionnaire.

Dans ce rapport, le concessionnaire a droit à l'exploitation du privilège qui lui a été concédé pour le temps fixé ; cependant, l'Etat peut révoquer complètement la concession en la rachetant. (HAURIOU, *Op. cit.*, p. 757 ; OTTO MAYER, *Op. cit.*, p. 181). En France, la jurisprudence récente du Conseil d'Etat a reconnu, si certaines conditions sont réunies, le droit à indemnité au profit du concessionnaire, non seulement pour le cas du rachat, mais encore pour le cas où, par suite des mesures législatives ou administratives, l'exploitation serait devenue plus onéreuse qu'elle ne l'était

au moment de la concession. (A. Box, *Revue de Droit Public*, 1927, p. 127.)

D'après cela, l'Etat n'a pas le droit de priver le concessionnaire du privilège avant le délai fixé, sans indemnité ; cette indemnité doit couvrir la valeur courante et réelle que présente la concession pour le concessionnaire, étant donné que le rachat s'applique non seulement aux moyens d'exploitation de l'entreprise, mais aussi à l'entreprise toute entière et au privilège. D'après Otto Mayer, à défaut de textes spéciaux pour le calcul de cette indemnité, ce sont les tribunaux civils qui sont compétents pour la déterminer. (OTTO MAYER, *Op. cit.*, p. 183.)

Au cas présent, étant donné que le rapport juridique entre l'Etat et la Banque Nationale résultant du privilège d'émission, est analogue à celui qui découle d'une concession de service public, ce sont les mêmes règles qui doivent s'appliquer à ce rapport.

D'après cela, la Banque Nationale a droit, en tout cas, à une indemnité pour le retrait prématuré de son privilège d'émission qui ne devrait prendre fin qu'en 1950.

En effet, selon l'avis général des auteurs (Gide, Truchy, etc.) les bénéfices réalisés par la Banque d'émission sont importants. En créant des capitaux du néant, sans avoir à subir une charge d'intérêt, elle les utilise en les prêtant, soit sous forme d'escompte, soit sous forme d'avances sur gage ; l'intérêt des capitaux ainsi créés leur permet de réaliser des bénéfices importants par rapport aux frais minimes que comportent l'émission et l'usure des billets. C'est préci-

sément pour cette raison qu'il n'y a pas liberté d'émission, l'Etat accordant le privilège d'émission à une banque déterminée, en vue de participer aux bénéfices résultant de l'exercice du privilège. C'est ce qui arrive également chez nous, où l'Etat participe avec la Banque Nationale aux bénéfices qu'elle retire de l'exercice du privilège d'émission.

Dès lors, étant donné que le privilège d'émission exclusive procure à la banque des bénéfices importants, il s'ensuit qu'il représente pour elle une valeur pécuniaire ; par conséquent, si le privilège d'émission lui était retiré avant son expiration, elle subirait un dommage pécuniaire en raison duquel elle aurait droit à une indemnité convenable.

Sur *h*) L'article 43 de la loi 2190 sur les « Sociétés anonymes » pose certains principes concernant l'établissement des bilans de ces sociétés. Plus particulièrement, l'alinéa 2, de cet article, précise que les éléments d'actif de ces sociétés sont inscrits aux bilans pour la valeur qu'ils représentent au moment de la confection du bilan. Par exception seulement pour les rentes et les marchandises, celles-ci ne peuvent pas être portées pour un prix supérieur au prix d'acquisition, même si leur prix courant est plus élevé que ce dernier.

De même pour les immeubles, machines et autres objets non destinés à la revente mais qui sont affectés à l'exploitation de l'entreprise, on applique le même principe, c'est-à-dire qu'ils sont inscrits au bilan pour le prix d'acquisition augmenté des dépenses d'amélioration et diminué de la valeur des amortissements réalisés.

La Banque Nationale étant une société anonyme est obligée par la loi d'appliquer ce principe dans l'établissement de son bilan. Par conséquent, l'encaisse qui se trouvait dans ses caisses ou chez les banques étrangères et qui n'était pas en circulation, n'est autre chose qu'une marchandise que la Banque, en vertu de la disposition de la loi, est obligée de porter à son bilan au prix d'acquisition.

Cette obligation de la banque découlait encore d'un autre point de vue de la loi précitée, puisque la couverture n'était pas destinée à être revendue, mais constituait un objet indispensable pour l'exploitation de l'entreprise, c'est-à-dire pour l'exercice du privilège d'émission. Par conséquent, puisque tel est le caractère de la couverture, la banque était obligée de le porter dans son bilan au prix de l'acquisition selon la loi 2190 sur les sociétés anonymes.

D'après cela, en procédant ainsi, la Banque Nationale s'est bornée à se conformer à une obligation légale ; et de ce fait on ne peut pas déduire la renonciation tacite de la Banque Nationale à son droit sur l'accroissement apparent de la valeur de ladite encaisse, dû à la dépréciation de la drachme.

Sur *i*) Il faut répondre par l'affirmative. Parce que, de même que l'établissement du cours forcé entraîne automatiquement la dépréciation de la monnaie fiduciaire du pays, de même son abolition, c'est-à-dire lorsque disparaîtront les motifs ayant imposé son établissement par une loi, implique ou plutôt suppose, par le fait même, le retour de la

valeur de la monnaie fiduciaire au pair de l'or. Cela pour la première partie de la question.

Pour la seconde partie, il faut tenir compte de ce que l'abolition du cours forcé implique le remboursement intégral des avances à cours forcé de la Banque à l'Etat. Mais ces dettes sont supérieures à la circulation fiduciaire ; par conséquent, au moment où le cours forcé sera levé, il n'y aura plus de billets en circulation.

Mais même s'il y en a à ce moment, l'Etat ne pourra prétendre à aucun droit sur l'encaisse et sa réévaluation. La banque sera obligée de rembourser ces billets au pair, en utilisant non seulement l'encaisse-or, mais éventuellement son actif. Mais l'existence supposée des billets de banque en circulation après le remboursement des dettes de l'Etat, implique nécessairement que, au moment de l'abolition du cours forcé, circulent des billets prêtés par la banque aux tiers, puisque l'émission n'a pas été employée à des acquisitions d'or. Donc, ces billets, elle les remboursera au pair, mais en même temps, elle encaissera également au pair les avances, puisque le cours forcé sera aboli ; de la sorte, elle aura automatiquement, pour ainsi dire, remplacé l'or dont elle aurait disposé, par une nouvelle encaisse-or.

Par conséquent, même de cette question hypothétique, ne peut pas découler un argument contraire à la solution donnée en ce qui concerne la propriété de ladite encaisse.

Sur *j*) Puisque d'après ce que nous avons dit ci-dessus sous les lettres *a*) et *b*), la propriété de l'encaisse appartient à la Banque Nationale, il en résulte évidemment que,

si elle consentait par une convention particulière avec la nouvelle banque d'émission à lui transférer et céder cette encaisse elle aurait droit indubitablement à recevoir son équivalent calculé d'après la valeur que cette encaisse représenterait au moment de la cession.

*
* *

Telles sont les conclusions, avec les arguments invoqués à leur appui, du Rapport des Juristes sur la question de la propriété de l'encaisse métallique.

Nous avons déjà, au début de ce chapitre, divisé logiquement le contenu de ce rapport en deux parties, en distinguant le point de vue général et le point de vue spécial sous lesquels la question a été traitée par les juristes.

En tenant compte de cette division, nous allons examiner dans deux chapitres successifs :

a) si l'encaisse métallique constituée par les banques d'émission est leur propriété, comme l'a affirmé la Commission dans la réponse à la question posée sous la lettre a);

b) si le problème se présente en Grèce avec certaines particularités qui militent en faveur d'une solution spéciale pour ce pays.

CHAPITRE II

A qui appartient l'encaisse métallique d'une banque d'émission?

S'efforçant par une série de raisonnements juridiques de répondre à la question posée sous la lettre a), — c'est-à-dire de déterminer le propriétaire de l'encaisse métallique, — la Commission des Juristes pose dès le début comme principes indiscutables, d'une part, que l'encaisse « sert à assurer le remboursement des billets de banque à leurs détenteurs en l'absence du cours forcé », d'autre part, que les billets de banque « ne sont pas... autre chose qu'une promesse de la banque de payer en espèces au porteur et à vue la valeur inscrite sur le billet ». Or, au lieu d'accepter la conséquence qui, d'elle-même et par un raisonnement élémentaire, découle de ces principes — à savoir que le détenteur du billet de banque est en réalité possesseur d'une somme égale en numéraire conservée sous forme d'encaisse dans les caisses de la banque émettrice et que cette dernière est obligée de lui remettre à sa demande — elle s'efforce d'éviter cette conclusion logique qui aurait tranché péremptoirement la question de la propriété de l'encaisse, en préférant attribuer à cette dernière le caractère d'un *gage sui*

generis, qui demeure toujours la propriété de la banque..., pour garantir l'exécution de l'ensemble des obligations de celle-ci, et non pas seulement le remboursement du billet de banque » ; et ce sont, d'une part, la remarque de P. Leroy-Beaulieu que « l'encaisse ne répond pas seulement des billets, mais aussi des dépôts » ¹, d'autre part, l'affirmation de Lyon-Caen et Renault que « la confiance (inspirée par le banquier) en raison de laquelle les billets de banque circulent facilement est fondée en grande partie sur ce que les porteurs de ces billets ont pour *gage* les capitaux déposés à la maison de banque qui en a fait l'émission,... son portefeuille commercial, la fortune personnelle du banquier ou les sommes versées ou à verser par les actionnaires » ², qui servent d'appui à cette thèse qui dénie tout lien nécessaire et spécial entre l'encaisse et les billets. Cependant, on ne voit rien dans ces citations qui puisse justifier le raisonnement de la Commission et l'induire à une contradiction si manifeste entre les principes posés et la solution préconisée.

D'abord, les dépôts à vue en banque — surtout d'émission — sont réellement du « pouvoir d'achat », *au même titre que la circulation fiduciaire*, mis à la disposition du public qui peut à son gré, soit le transformer en numéraire, soit en disposer par voie de chèque pour des règlements

¹ P. LEROY-BEAULIEU, *Traité d'Economie Politique*, Paris, 1910, t. IV, p. 714.

² C. LYON-CAEN-L. RENAULT, *Traité de Droit Commercial*, 1925, t. IV, § 691, p. 640.

par virement ou compensation ¹. Donc, la banque qui crée un déposant dans ses livres, lui confère, en principe, le droit de retirer, à première réquisition une certaine somme de monnaie métallique ; le billet de banque n'est pas autre chose ² : Ici, comme là, la banque ne fait que donner des promesses de payer à tout instant en espèces ; dans les deux cas, nous sommes en présence de créances immédiatement exigibles qui représentent également de l'or. Par conséquent, le fait que l'encaisse répond aussi des dépôts en banque n'infirmes nullement la règle qu'elle est destinée à rembourser les billets de banque, puisque ces billets, selon l'affirmation de la Commission elle-même, sont des créances payables à tout moment en numéraire — donc, au moyen de l'encaisse, — au même titre que les dépôts à vue ³.

¹ Sur la similitude économique des billets et des dépôts, c'est-à-dire sur l'identité de deux formes sous lesquelles les Banques distribuent le crédit, v. M. ANSIAUX, *De l'Unité du Crédit à court terme sous la variété de ses formes. Revue d'Economie Politique*, 1912, p. 553. H. WITHERS, *Qu'est-ce que la Monnaie ?* tr. fr., Paris, 1920, pp. 55 et suiv.

² M. ANSIAUX, *Traité d'Economie Politique*, 1927, t. V, p. 293.

³ D'ailleurs, lorsque le crédit de la Banque est ébranlé, déposants et détenteurs des billets demandent à être remboursés seulement en numéraire. Pour cette raison, dans les statuts modernes des banques d'émission, on a pensé à imposer un minimum d'encaisse métallique, non seulement pour les billets, mais aussi pour les dépôts à vue : On sait qu'aux Etats-Unis, l'encaisse des Banques Fédérales doit égaler au minimum les 40 % des billets en circulation et les 35 % des dépôts. En France, la loi du 25 juin 1928... « pour la première fois... prend en considération les engagements de la Banque résultant des comptes créditeurs en même temps que ceux résultant de la circu-

D'autre part, Lyon-Caen et Renault, dans le passage que nous avons relaté, n'ont nullement voulu nier que les billets de banque sont toujours remboursables en numéraire, accumulé dans l'encaisse, dont ils sont un simple titre représentatif ; à maintes reprises, ils affirment que les billets de banque « sont une représentation de la monnaie métallique », ou qu'ils « valent parce qu'on peut à tout moment les échanger contre de l'or et de l'argent »¹, pour ne pas donner lieu à une interprétation différente de leur pensée. Ce qu'ils ont voulu dire, c'est simplement, que le public accepte les billets de banque à la place du numéraire qu'ils représentent, parce qu'il a confiance qu'ils seront convertis à tout moment et à première réquisition en métal ; et cette confiance se base sur celle que le banquier inspire, fondée elle-même en grande partie sur l'importance de ses capi-

lation de billets », en imposant la proportion minima de 35 %. (A. AFTALION, *Monnaie et Industrie*, Paris, 1929, p. 67.) En Grèce aussi, les statuts de la Banque de Grèce disposent, dans l'article 61, que : « La banque conservera une réserve équivalente à 40 % au moins du montant de ses billets en circulation et autres exigibilités à vue. » Cependant, malgré l'identité théorique de deux régimes de crédit, nous pensons qu'il ne fallait pas au point de vue de la couverture, pousser aussi loin l'assimilation pratique des autres engagements à vue de la banque d'émission à la circulation de billets, pour cette raison que seuls les billets sont remboursables uniquement en or, tandis que les dépôts à vue peuvent être remboursés aussi en billets. (Sur l'inconvénient d'une pareille assimilation, voir B. NOGARO, *La Loi Monétaire du 25 juin 1928 est-elle solide ? La Banque*, décembre 1928, p. 767.)

¹ LYON-CAEN-RENAULT, *op. cit.*, § 15, p. 10, § 691, p. 640, etc.

taux, la grandeur de sa fortune, la qualité de son portefeuille commercial, ainsi que sur sa réputation de prudence : tous ces éléments sont pour le public une garantie de prompte et indiscutable *remboursabilité* des billets en monnaie métallique, qui, naturellement ne sera puisée que dans l'encaisse. Et la preuve que tel est bien le sens de l'opinion exprimée par Lyon-Caen et Renault, c'est que ces auteurs citent textuellement, comme conforme à leur thèse, le passage suivant et très significatif du Rapport fait en 1892 par A. Burdeau sur le projet de loi relatif au renouvellement du privilège de la Banque de France : « Si la banque (d'émission) était supprimée, les fonds correspondant aux billets ¹ devraient être déposés au Trésor, lequel représente le public, la masse des porteurs, qui ont laissé ces fonds à la banque et ont préféré les billets en échange » ². On ne saurait mieux mettre en relief le lien qui unit les billets et l'en-

¹ C'est-à-dire l'encaisse métallique, puisque c'est uniquement en métal que les billets sont remboursables, selon l'avis du Rapporteur.

² LYON-CAEN-RENAULT, *op. cit.*, p. 704, note 2. D'ailleurs, l'autre opinion défendue par ces auteurs, que, en cas de destruction d'un billet de banque dans un naufrage, dans un incendie ou dans tout autre événement, « la Banque en doit le remboursement, » parce que « la valeur des billets de banque vient de ce qu'ils constatent l'existence d'une créance contre l'établissement qui les a émis », laquelle créance « reste intacte » même après la destruction du titre (§ 779, pp. 705-706), ne montre-t-elle pas clairement que, dans leur pensée, l'or de l'encaisse ne peut aucunement devenir la propriété de la Banque d'émission, mais qu'il est considéré par eux comme appartenant à ceux qui ont préféré l'échanger contre des billets ?

caisse métallique, ainsi que le droit des porteurs des premiers sur cette dernière.

Ainsi, en partant simplement du principe affirmé par les juristes que le billet de banque représente « l'obligation de la banque de rembourser à tout instant au porteur la somme de numéraire énoncée par ce billet », nous arrivons inévitablement à cette conclusion, que les détenteurs des billets sont en réalité des *possesseurs* de la monnaie métallique, qui préfèrent à elle, parce que lourde et encombrante, un titre qui la représente *imprescriptiblement*, plus facile à manier et à transporter ; cette monnaie métallique, n'étant pas ainsi réclamée par ceux auxquels elle appartient tant que le remboursement du titre qui la représente n'est pas mis en doute, s'accumule dans les caves de la banque émettrice en constituant ce qu'on appelle l'encaisse métallique.

Cependant, nous ne pensons pas utiliser ce raisonnement facile pour chercher la solution du problème qui nous occupe, parce que, non seulement la conclusion de la Commission par rapport au point de départ est — comme nous l'avons montré — contradictoire, mais encore le principe même qu'elle adopte comme point de départ est erroné et inexact : « la conception que le billet ne peut être qu'une simple promesse de payer, est — comme le prouve le professeur B. Nogaro — une vieille conception, correspondant à une notion juridique, *mais non à la réalité économique* »¹ ;

¹ B. NOGARO, *L'émission d'un billet de banque international*. Monde Nouveau, 20 juin 1919, p. 363.

par suite d'une évolution des habitudes du public, due au fait que le billet de banque confère à son porteur le pouvoir d'acheter tout ce qu'il veut, il a cessé d'être considéré comme une simple promesse de payer en espèces, et « il est accepté, en fait, dans la circulation intérieure comme une véritable monnaie et il en remplit toutes les fonctions, à tel point que la monnaie métallique peut disparaître ou ne plus jouer que le rôle de monnaie d'appoint ¹. » C'est-à-dire, que nous nous trouvons en présence d'une de ces formules juridiques — dont nous avons parlé dans l'introduction — que l'évolution économique a rendu surannées et désuètes. D'ailleurs, dans le cas spécial de la Grèce qui nous occupe particulièrement, cette conception que le billet de banque présente tous les attributs d'une véritable monnaie dont il peut parfaitement remplir le rôle à l'intérieur du pays, a été consacrée légalement par l'adoption du système moderne du *Gold Exchange Standard* qui, on le sait, réserve l'or en vue des besoins éventuels des règlements extérieurs en laissant le billet constituer la monnaie intérieure usuelle. Or, on ne peut pas soutenir vraisemblablement que, avec ce système qui limite la convertibilité aux besoins extérieurs, le détenteur du billet de banque est réellement possesseur d'une créance sur la banque, payable à tout instant et *en tout cas* en numéraire.

Par conséquent, il n'y a rien de précis à tirer des données utilisées par le Rapport des Juristes. Et nous pensons

¹ B. NOGARO, *op. cit.*, p. 364.

que, pour pouvoir arriver à formuler des conclusions précises sur la question qui nous occupe, nous devons, en abandonnant la voie détournée et abstraite, envisager directement la notion de l'encaisse, en nous attachant principalement à son aspect économique : c'est-à-dire, que nous devons examiner d'une part *l'origine* de l'encaisse métallique, la façon dont elle se constitue — ce qui nous amènera à suivre de près le mécanisme d'émission des banques —, d'autre part, *le rôle*, la destination de cette encaisse dans la vie économique — ce qui nous conduira à analyser le fonctionnement des systèmes monétaires basés sur l'or.

§ 1^{er}. — L'ORIGINE DE L'ENCAISSE MÉTALLIQUE.

Pour bien saisir la façon dont se constitue l'encaisse métallique, il convient d'abord de retracer l'évolution historique des banques d'émission.

A l'origine, les banques étaient des caisses centrales où les particuliers venaient mettre à l'abri des éléments précieux de leur patrimoine, en recevant en échange des *certificats* de dépôt que leur délivraient les banquiers dépositaires. Ce que les déposants demandaient au banquier, c'était d'assurer la sécurité de leur fortune, consistant surtout en métaux précieux, moyennant le paiement d'un droit de garde. D'autre part, le banquier ne pouvait pas disposer des dépôts qu'il recevait probablement renfermés dans des sacs et qu'il devait restituer *en identique* aux propriétaires. Ce régime, étant évidemment à l'avantage exclusif des

clients, on conçoit l'obligation de ceux-ci de rémunérer le banquier dépositaire : ce dernier n'était réellement qu'un simple gardien de métaux précieux ¹.

Mais, plus tard, on s'est aperçu que tous les dépôts de métal n'étaient pas retirés à la même époque et qu'il en restait toujours une quantité appréciable dans la banque ; les banquiers alors « décidèrent, d'accord avec les propriétaires, de faire fructifier les sommes déposées dans les sacs, en s'engageant à continuer de garder, mais à titre *gratuit*, la fortune des particuliers, ainsi qu'à rembourser les certificats de dépôt à leur présentation aux guichets de la banque » ². Depuis cette époque, les dépôts, évalués en argent, devaient être restitués, *non* en identique, mais en *équivalent* : c'est-à-dire, le banquier pouvait en disposer en les employant à des prêts, n'étant obligé d'en rembourser que la valeur. Il est évident que les prêts ainsi consentis par le banquier ne pouvaient pas dépasser la quantité de métal déposé chez lui, puisque les emprunteurs recevaient du numéraire : le banquier n'était encore « qu'un simple marchand de lingots » ³.

Une profonde évolution s'accomplit dans le commerce bancaire à partir du jour où les certificats délivrés par les banquiers aux particuliers en constatation de leurs dépôts, commencèrent à circuler dans le public. A l'origine, ces

¹ W. OUALID, *Conférences sur les banques*, 1927, p. 15.

² M. MIATOVITCH, *Essai sur les Banques d'émission et l'encaisse métallique*, Thèse, Montpellier, 1921, p. 101.

³ H. WITHERS, *Qu'est-ce que la monnaie ?* tr. fr., 1920, p. 24.

certificats représentaient la totalité de la somme déposée et non pas une somme ronde ; une banque — la Banque de Stockholm, fondée en 1656 — a conçu l'idée « de délivrer, au lieu d'un seul titre qui fût du montant même de la dette, des coupures uniformes représentant chacune une somme ronde » ¹. Depuis, les détenteurs de ces certificats commodes ont commencé à prendre l'habitude, au lieu d'aller chercher à la banque leur argent pour effectuer des paiements, de remettre les certificats eux-mêmes à leurs créanciers, qui devenaient ainsi à leur tour propriétaires des dépôts ; ces derniers, d'autre part, n'ont pas refusé ce mode de paiement par certificats, parce que ceux-ci, toujours remboursables à première réquisition, étaient plus commodes et plus faciles à transporter que le métal qu'ils représentaient. Dès lors, par suite « de l'usage qui s'établit de les passer à d'autres sans les endosser », les certificats de dépôt sont devenus du *papier de circulation*, « ce qui eut naturellement pour conséquence qu'on remplaça le nom du déposant par une formule qui attribue le certificat au porteur » ².

De cette pratique devait résulter l'innovation qui acheva la transformation de l'ancien « marchand de lingots » à un véritable banquier, au sens où nous l'entendons aujourd'hui, c'est-à-dire de « fabricant de crédit » : « un ingénieur orfèvre, comme l'écrit H. Withers, conçut l'idée qui

¹ M. AUCUY, *Les systèmes socialistes d'échange*, Paris, 1908, p. 32.

² M. BLOCK, *Les progrès de la Science Economique depuis Adam Smith*, Paris, 1897, t. II, p. 89.

fit époque, de donner de tels certificats non seulement à ceux qui avaient déposé du métal, mais encore à ceux qui venaient en emprunter. Il fonda ainsi le commerce de banque moderne » ¹. Depuis, la banque pouvait se livrer à des opérations profitables sans cependant se priver des dépôts métalliques.

Une dernière étape allait bientôt être franchie dans cette voie qui aboutit à la création des banques centrales d'émission, avec tous les traits caractéristiques de leur fonctionnement ; ce nouveau progrès fut accompli grâce à l'enseignement de l'expérience : les banquiers ont vite constaté que les billets ainsi lancés dans la circulation, ne revenaient pas immédiatement, ni tous ensemble au guichet de remboursement, mais qu'ils continuaient à circuler longtemps dans le public, de sorte que, pour répondre aux demandes journalières de remboursement, il n'était pas nécessaire de conserver en caisse une quantité de monnaie métallique égale au montant des certificats en circulation ; en conséquence, « comme il y avait toujours des espèces qui sommeillaient dans leurs caves, ils ont eu l'idée de les utiliser aussi en les prêtant ; mais au lieu de les livrer directement, ils ont préféré émettre de nouveaux billets, en tous points semblables aux premiers, mais qui, émis à découvert, ne sont plus des certificats de dépôt métallique » ², tout en

¹ A. WITHERS, *op. cit.*, p. 25.

² R. DELZANGLES, *Etude comparée de la Banque d'émission et de la banque de dépôts*, Thèse, Bordeaux, 1921, p. 6.

étant toujours et à première réquisition convertibles en or ¹. Une règle fondamentale des banques d'émission a été ainsi établie par l'expérience : qu'il n'est point besoin que la couverture métallique soit égale à la circulation de billets pour que la banque puisse être en mesure de faire face à tous ses engagements éventuels.

Dès lors, plus s'étendent les opérations de la banque par émission des billets, plus s'accumulent dans ses caisses des stocks de métaux précieux ; les deux mécanismes, de l'émission et de la constitution de l'encaisse, fonctionnent *corrélativement* et pour s'en rendre compte, il suffit de suivre l'analyse qu'en a faite le professeur B. Nogaro : « Lors de sa création, une banque d'émission, écrit-il, dans l'hypothèse simple et fondamentale où elle est le premier établissement de ce genre, reçoit des dépôts en espèces métalliques. Par contre, elle fait ses escomptes au moyen de billets ; sans doute, ceux-ci sont remboursables à vue, donc immédiatement ; et, en vertu de leur droit au remboursement immédiat, les clients de la banque qui ont recours à son

¹ « L'équilibre permanent entre la réserve métallique et les billets émis se trouva rompu, et le billet de banque, titre de crédit, était créé. Cette évolution s'accomplit en premier lieu en Suède, puis, ensuite en Angleterre, en Prusse et en France, et, dans le courant du XIX^e siècle dans tous les autres pays civilisés. » R. ULENS, *Les Banques d'émission*, Académie Royale de Belgique, Bruxelles, 1908, t IV, p. 10. « C'est à Palmstruck, le fondateur de la Banque de Stockholm, écrit J. Haristoy, que l'on attribue cette ingénieuse invention des billets de banque. » S. HARISTOY, *Virements en banque et chambres de compensation*, Paris, 1906, p. 100.

escompte ou à ses avances peuvent demander qu'une partie tout au moins de la somme avancée le soit en monnaie. Mais cette partie est généralement minime, les sommes de quelque importance étant beaucoup plus faciles à emporter sous la forme de billets. Des billets acceptés à l'occasion d'une opération d'émission peuvent, il est vrai, être présentés au remboursement dans la suite. Mais, en général, le public, trouvant les billets beaucoup plus commodes que le métal pour le maniement des grosses sommes, les conserve volontiers, pour cette raison toute matérielle. Et même lorsque les clients de la banque lui rapportent des fonds en dépôt, ils lui portent de préférence la monnaie métallique qui les encombre, au lieu de lui rendre ses billets. De cette façon, les dits billets circulent fort longtemps avant de revenir à l'établissement émetteur ; et comme, par suite de cette préférence du public pour un instrument d'échange commode, ils figurent dans une proportion moins grande dans les entrées que dans les sorties, *la circulation fiduciaire tend à s'accroître, par le fonctionnement normal de l'émission, tandis que l'encaisse métallique s'élève corrélativement* » ¹.

Le lien qui existe entre le droit d'émission et la constitution de l'encaisse devient ainsi évident : la banque arrive à retenir dans ses caisses la plus grande partie du numéraire du public, grâce au droit d'émission des billets, — droit,

¹ B. NOGARO, *Traité élémentaire d'Economie Politique*, Paris, 1921, p. 164.

d'ailleurs, considéré aujourd'hui, généralement, comme un attribut de la souveraineté et concédé par la puissance publique dans les conditions fixées par la loi.

Il résulte de cette étude sommaire de l'évolution des banques d'émission, une première constatation : l'encaisse métallique représente l'argent des déposants, au moyen duquel la banque d'émission effectue ses opérations commerciales ; le capital social de la banque en est complètement distinct ; parce que la banque d'émission travaille et « prête, comme le remarque le professeur C. Rist, non avec son capital propre, mais avec les espèces métalliques que le public lui confie » ¹. Il n'y a dans cette pratique rien d'anormal ou d'arbitraire : toutes les banques, en général, ne travaillent qu'avec les fonds déposés par le public ; la banque d'émission ne fait pas autre chose, avec cette différence cependant, qui justement constitue son privilège et qui lui permet d'accumuler dans ses caves des stocks considérables de métal précieux : au lieu de livrer directement ses espèces métalliques au public, elle les met en circulation sous forme de billets de banque ; grâce à cette méthode spéciale elle arrive à drainer dans ses caisses l'or du pays, en le remplaçant dans les transactions intérieures par une monnaie qu'elle crée de rien. Il est donc évident que le capital particulier de la banque ne contribue nullement à la formation de l'encaisse métallique, constituée par le seul mouvement

¹ C. RIST, *Les Banques d'émission et l'après-guerre*, *Revue d'Economie Politique*, 1921, p. 185.

des affaires commerciales, effectuées dans la plus grande partie par les billets que l'Etat permet à la banque d'émettre. D'ailleurs, le capital propre de la banque d'émission, à cause de sa destination même, ne doit pas être employé à des opérations commerciales : ce capital sert à réparer les avaries du portefeuille ¹ ; donc, en tant que garantie contre des pertes possibles, il doit rester intangible et toujours disponible pour le cas de danger. Par conséquent, il ne peut pas être utilisé pour l'escompte : parce qu' « il importe qu'il soit d'une autre nature que la chose garantie » ². Il ne peut pas non plus être affecté à un achat d'or, qui serait versé dans l'encaisse : parce que « laisser librement circuler le capital sous formes d'espèces dans les canaux ouverts aux opérations de la banque, ce serait renoncer à sa garde et consentir bénévolement aux sorties de numéraire » ³.

¹ « La Banque... (d'émission) est... toujours exposée à des avaries de portefeuille ; il faut qu'elle puisse les réparer, et c'est à quoi doit servir son capital » (BURDEAU, *Rapport à la Chambre des députés sur la prorogation du privilège de la Banque de France*. Session de 1892. *Doc. Parl.* N° 1649, p. 22). Pour cette raison, le Ministre Mollien, dans la note célèbre expédiée du Havre le 29 mai 1910, écrivait qu'une banque d'émission qui « serait parvenue à se faire une réputation d'infailibilité », n'aurait point besoin de capital pour s'acquitter de son rôle. — D'ailleurs, la plupart des banques d'émission ont placé entièrement leur capital en rentes sur l'Etat.

² E. VAN ELEWYCK, *La Banque Nationale de Belgique*, Bruxelles, 1913, t. I, p. 107. Mollien écrivait dans la lettre du Havre : « Le capital de la Banque de France ne devait pas et ne pouvait pas être l'instrument de ses escomptes. »

³ E. VAN ELEWYCK, *op. cit.*, t. I, p. 108.

Ainsi le capital des actionnaires n'est jamais utilisé pour la constitution de l'encaisse métallique des banques d'émission : cette encaisse est le résultat du droit d'émettre, au cours des opérations commerciales, des billets qui arrivent à remplacer le numéraire dans la circulation intérieure du pays.

Mais quelle est la provenance de ce numéraire qui, par sa concentration ci-dessus décrite, constitue l'encaisse ? « A l'origine, répond le professeur C. Rist, Sous-Gouverneur de la Banque de France, l'encaisse s'est formée surtout des apports volontaires de la circulation intérieure par un public qui préférerait, au moins pour les grosses sommes, l'emploi du billet aux espèces. De plus en plus, cependant, l'encaisse des banques d'émission a tendu à s'augmenter grâce au *solde créditeur* dont bénéficiait le pays dans ses relations avec l'étranger » ¹. C'est-à-dire, l'encaisse initiale de la banque d'émission s'est formée non par ses actionnaires, mais par les disponibilités des particuliers, qui ont accepté d'échanger le résultat combiné de leur travail et de leur épargne contre les billets qui ne coûtent rien à la banque qui les émet, uniquement parce que l'Etat a reconnu à ces billets le privilège d'être reçus à l'égal du numéraire. Ensuite, cette encaisse a continué de s'accroître en raison de l'effort productif accompli par le pays, qui se traduit finalement par un *excédent de sa balance des comptes*. Que faut-il entendre par cela ?

¹ C. RIST, *op. cit.*, p. 186.

Il est à peine besoin de rappeler que la plus grande partie de transactions et d'échanges d'un pays avec l'étranger, se règle sans envoi effectif d'argent, grâce à l'intervention des banquiers, qui, achetant les traites tirées de l'étranger sur le pays, et du pays sur l'étranger, appliquent celles-ci au règlement de celles-là, en procédant par voie de compensation. Naturellement, cela suppose que les dettes et les créances du pays sur l'étranger s'équilibrent exactement ; mais si cette condition n'est pas remplie, alors, dans les pays à monnaie d'or, les débiteurs de l'étranger n'ont d'autre ressource pour acquitter leurs dettes que l'envoi du métal précieux. Donc, lorsqu'un pays, en développant son activité économique, augmente sa production et ses exportations de sorte que sa balance des comptes devienne créditrice, les débiteurs étrangers de ce pays sont amenés à lui envoyer de l'or par l'intermédiaire des banquiers : « cet or est généralement porté, non pas à la Monnaie, où les banquiers importateurs auraient dû, pour en avoir la disponibilité attendre le temps nécessaire à sa frappe en espèces monnayées, mais directement à la banque (d'émission) qui en verse aussitôt le prix en billets ou l'inscrit dans ses livres au crédit du banquier » ¹.

Il résulte clairement de ce qui précède, que l'encaisse métallique n'est que le résultat de la force productrice de la nation ; la banque centrale d'émission apparaît ainsi comme le réservoir où vient se déverser l'or du pays, grâce

¹ C. RIST, *op. cit.*, p. 186.

au droit que l'Etat lui a concédé, de fabriquer une autre monnaie plus commode que les espèces métalliques. Donc, les actionnaires de la banque ne peuvent émettre *aucune prétention de propriété* sur un élément à la formation duquel ils n'ont nullement contribué, et qui est la conséquence nécessaire d'une part du travail, d'autre part, d'un droit, qui sont tous les deux des apanages de la communauté.

§ 2. — LE RÔLE ET LA DESTINATION
DE L'ENCAISSE MÉTALLIQUE.

La Commission des Juristes, dans la réponse à la question posée sous la lettre *a*), attribue à l'encaisse métallique un rôle et un but purement psychologiques : la couverture métallique, écrit-elle, « est imposée et conservée pour assurer le crédit du billet de banque au regard des détenteurs » ¹.

Si, d'autre part, nous tenons compte de ce que cette Commission affirme, c'est-à-dire que « la propriété et la possession de l'encaisse restent toujours intactes à la banque d'émission », nous arrivons logiquement à la conclusion que, suivant son opinion, l'or accumulé dans la banque centrale *suffit par son existence même*, à cause de l'impression qu'il produit sur le public, à sauvegarder le crédit et par conséquent, la valeur des billets de banque ; dès lors, sui-

¹ Un peu plus loin (réponse à la question C) la Commission écrit aussi : « ... étant donné que la circulation du billet de banque s'appuie sur le crédit de la Banque émettrice, dû surtout à l'existence d'une encaisse. »

vant cette pensée il doit toujours être enfermé et jalousement conservé dans les caisses de la banque et n'en jamais sortir, pour ne pas diminuer sa quantité et par là même la confiance qui en dépend ! D'ailleurs, une conception différente, qui assignerait à la circulation métallique un rôle exigeant sa disponibilité et sa projection constantes, irait — on le comprend facilement — à l'encontre du principe de « la possession intacte » et de « la propriété exclusive » affirmé par les juristes.

Or, cette thèse de la Commission, sur la destination des réserves métalliques, constitue une méconnaissance complète du rôle qui traditionnellement et unanimement a été reconnu au métal jaune dans le fonctionnement des divers systèmes monétaires nationaux auxquels il sert de lien commun. Les fonctions de l'or, ainsi que nous le montrerons, ne sont pas seulement d'ordre psychologique : elles sont plus encore *effectives, matérielles* pour ainsi dire, parce que c'est à cause de son intervention et de ses mouvements entre les divers pays que la stabilité des relations monétaires internationales peut se maintenir ; le garder, par conséquent, enfermé sous prétexte d'une influence psychologique et ne pas le laisser sortir et circuler librement, c'est aller à l'encontre du but poursuivi, c'est-à-dire du maintien de la valeur du billet de banque.

Nous étudierons donc brièvement le mécanisme des systèmes monétaires basés sur l'or, pour montrer le véritable rôle de ce métal et l'emploi qui doit en être fait en vue d'assurer la stabilité de la monnaie nationale, — rôle et em-

ploi qui se trouvent en antinomie complète avec la théorie de « la propriété intacte » formulée par les juristes.

*
* *

« La monnaie est une marchandise » et « sa valeur varie en raison inverse de sa quantité », ce sont les deux propositions par lesquelles la science classique a cherché pendant longtemps l'explication de tous les phénomènes monétaires ¹. Cependant, déjà avant la grande guerre, on avait constaté, par suite de l'emploi des procédés d'investigation plus rigoureux, et d'une étude plus serrée des faits, que ces notions trop simples ne pouvaient offrir que des interprétations grossières et approximatives, très souvent inadéquates à la réalité : Ni la conservation d'un rapport de valeur constant entre l'or et l'argent sous le bimétallisme, ni la dépréciation du métal argent pendant le dernier quart du XIX^e siècle, ni le fait de papier-monnaie présentant quelquefois une valeur supérieure à celle du métal précieux contenu dans l'unité monétaire nominale²ment équivalente ², ni la stabilisation de la monnaie de papier ou d'argent dans une parité invariable à l'or par le système du Gold Exchange Standard, ni enfin — en dépit des premières apparences — les phénomènes qui se produisent dans les pays soumis au

¹ B. NOGARO, *La Monnaie et les phénomènes monétaires contemporains*, 1924, pp. 5 et suiv.

² C'est ce qui a eu lieu en Grèce dans les premiers mois de l'année 1910, v. G. DAMIRIS, *Le système monétaire Grec et le Change*, t. I, p. 51.

régime du papier-monnaie, ne pouvaient être interprétés par les théories simplistes tirées des notions élémentaires de « quantité » et de « marchandise ». La grande guerre, par la grandeur des phénomènes et la richesse des cas qu'elle a soumis à notre observation, a confirmé d'une façon indiscutable l'impuissance depuis longtemps constatée, des conceptions classiques quant à l'intelligence, ainsi que quant à la solution des problèmes monétaires.

L'insuffisance des théories traditionnelles en matière monétaire s'explique par l'insuffisance de la méthode employée en vue de leur construction. En présence des faits à expliquer, les théoriciens classiques de la monnaie ne se sont pas souciés de la recherche des relations humaines : partant de principes simples et *a priori*, ils ont poursuivi par le raisonnement *in abstracto* la déduction des conclusions s'adaptant à tous les cas concrets, oubliant ainsi que les phénomènes économiques sont des *phénomènes sociaux* qui procèdent d'*actes humains*, d'*actes conscients*, — bien que leurs auteurs en ignorent souvent les répercussions lointaines — lesquels ne peuvent pas être compris indépendamment des circonstances psychologiques qui les accompagnent et du milieu social dans lequel ils se déroulent.

Par cette méconnaissance de l'essence des phénomènes qu'ils ont étudiés, ils sont arrivés nécessairement à voir dans les relations économiques non pas des rapports humains, mais des combinaisons mécaniques et des coïncidences de faits matériels, et par conséquent, ils se sont orientés vers une interprétation extérieure et mécanique des phénomènes,

et non vers une interprétation tirée de la nature humaine, de ses besoins et de ses tendances.

Certainement l'observation et la constatation des faits sont indispensables pour l'intelligence de la réalité ; seulement, elles ne sont pas suffisantes : il ne suffit pas de constater les relations des phénomènes économiques, il faut encore les « comprendre » ¹, — ce qui veut dire qu'il faut arriver à reconstituer toujours la chaîne des actes successifs, humains et conscients, auxquels elles correspondent, car « il ne peut exister d'autres relations entre les phénomènes que celles qui résultent des actes de l'homme » ². Pour cela, on doit déterminer toujours soigneusement les conditions psychologiques et sociales sous lesquelles ces relations constatées deviennent possibles ; on doit encore préciser les besoins, les désirs et les tendances humaines, auxquels elles correspondent : « la méthode d'observation, comme le remarque le professeur B. Nogaro, tant qu'elle se borne à comparer les phénomènes enregistrés par la statistique, comme s'il s'était agi de phénomènes dont l'essence nous fût inconnue, ne donne... que des explications incomplètes. Il fallait adopter des procédés d'investigation plus conformes à la nature d'une science sociale ; il fallait chercher *dans les actes humains conditionnés par les institutions sociales, par les lois*

¹ B. NOGARO, *L'expérience bimétalliste et la théorie générale de la monnaie*, *Revue d'Economie Politique*, 1908, p. 673.

² B. NOGARO, *Contribution à une théorie réaliste de la monnaie*, *Revue d'Economie Politique*, 1906, p. 723.

*et par les circonstances, le lien qui reliait les phénomènes ; il fallait chercher l'homme »*¹.

L'emploi d'une telle méthode nous permet une interprétation plus exacte — quoique moins simple — et une intelligence plus complète des phénomènes monétaires ; il nous conduit, en même temps, à une modification des données très simples sur lesquelles reposaient les déductions classiques et à une rénovation de la théorie monétaire².

D'abord, par une étude précise et détaillée, on est arrivé à constater qu'en général les phénomènes monétaires étaient assez indépendants des considérations quantitatives auxquelles, de prime abord, ils paraissaient attachés ; ensuite, que la notion de marchandise ne devait plus être considérée comme représentant aujourd'hui un élément constitutif et essentiel du concept de monnaie pour l'explication des phénomènes qui se relient directement à la valeur de l'instrument monétaire.

Ainsi, contrairement à la théorie traditionnelle, les oscillations de la valeur de la monnaie ne paraissent pas obéir uniquement à des variations quantitatives, des facteurs

¹ B. NOGARO, *La théorie monétaire et ses applications*, *Annales de l'Université de Paris*, mars 1926, p. 52.

² C'est surtout le Professeur B. Nogaro, qui, après une étude approfondie des phénomènes monétaires, a montré l'insuffisance de la théorie classique de la monnaie et qui a élaboré une théorie nouvelle et scientifique, dont nous reproduisons ici, les lignes générales.

d'ordre psychologique venant se substituer au facteur matériel de quantité ¹.

D'autre part, la notion de la monnaie nous apparaît comme détachée, par suite d'une évolution historique, de celle d'une certaine quantité d'un métal déterminé — or ou argent, auxquels, à l'origine, elle se rattachait — pour devenir la notion d'une *unité de compte*, abstraite et indépendante, ayant un pouvoir d'achat déterminé ².

De cette conception moderne et scientifique de la monnaie, il y a bien des conséquences à tirer :

Si l'unité monétaire est une unité abstraite et indépendante de pouvoir d'achat, elle peut, comme telle, être incorporée dans n'importe quel objet — un jeton de métal ou un morceau de papier — qui acquiert ainsi, quelle que soit sa valeur marchande, la valeur d'échange de cette unité monétaire à l'égard des marchandises, si l'Etat lui confère le cours légal. Donc, l'autorité publique « peut actuellement, dans les limites où elle exerce son pouvoir, faire circuler

¹ « La valeur sociale de la monnaie dépend non pas exactement des offres et des demandes de monnaie, mais des courbes d'offre et de demande : ce qui signifie que des éléments qualificatifs interviennent dans sa détermination à côté des éléments quantitatifs, que les estimations individuelles sur la valeur de l'unité monétaire jouent un rôle considérable. » (A. AFTALION, *Monnaie, Prix et Change*, 1927, p. 231.)

² B. NOGARO, *La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains*, Paris, 1924, p. 229.

comme monnaie un objet quelconque, portant la mention d'un certain nombre d'unités en monnaie de compte » ¹.

Seulement, lorsque le législateur choisit librement un objet quelconque — d'habitude un billet de papier — comme instrument monétaire, cet objet, en l'absence de législation identique dans les divers pays, perd la qualité monétaire au-delà des frontières de l'Etat, et alors, le besoin de règlement des transactions qui s'étendent sur le globe entier, pose pour cette monnaie intérieure *le problème de sa conversion en monnaies des différents pays*. Et comme la nécessité de cette conversion dépend de l'état des dettes et des créances du pays avec l'étranger, c'est-à-dire de sa *balance des comptes*, il est évident que, suivant les fluctuations de cette dernière, se produiront des changements dans le *rapport de conversion* — et par conséquent *de valeur* — de la monnaie nationale et des monnaies étrangères, *qui influenceront sur le pouvoir d'achat* de l'instrument monétaire à l'intérieur du pays.

Donc, l'instabilité de la valeur du papier-monnaie — ou de toute autre monnaie qui doit cette qualité à la volonté du législateur — ne résulte pas de sa *mauvaise qualité* ou de sa *quantité anormale*, mais *de l'impossibilité de sa conversion à un taux déterminé en monnaies des divers pays*, impossibilité provenant de son caractère purement national qui ne permet aucune liaison de celle-ci avec les monnaies étrangères : autrement dit, *ce n'est pas la situation intérieure,*

¹ B. NOGARO, *L'expérience bimétalliste*, etc., p. 669

ce sont les rapports extérieurs — c'est-à-dire le phénomène des changes —, qui commandent la valeur des monnaies et qui sont au point de départ des crises monétaires.

Ainsi, le problème de l'obtention d'une monnaie de valeur relativement stable, se réduit à celui d'assurer sa conversion *ad libitum* à un taux déterminé en monnaies d'autres pays en vue du règlement des engagements internationaux. Et la solution, au moins théorique, de ce problème ne paraît pas difficile : Pour que les monnaies nationales de deux ou plusieurs pays se convertissent entre elles pour les besoins des règlements internationaux dans un rapport de valeur stable, *il suffit que ces pays adoptent une « monnaie commune »*, en dotant également du cours légal un objet quelconque, qui, par suite d'un accord commun, représenterait dans chacun des pays contractants un nombre déterminé d'unités monétaires nationales ; l'existence d'une telle monnaie commune, permettrait par sa circulation effective aux nationaux débiteurs des autres pays, d'obtenir à un taux sensiblement stable la monnaie étrangère nécessaire pour le règlement de leurs dettes.

Aujourd'hui, le rôle de cette « monnaie commune » pour les échanges internationaux, est rempli par un métal unique : *l'or*, qui, ayant reçu également cours légal dans presque tous les pays civilisés, correspond dans chacun d'eux à un nombre d'unités monétaires déterminé, et constitue à cause de sa circulation internationale le moyen d'assurer à un taux sensiblement constant, la conversion d'une unité monétaire nationale dans une autre unité monétaire

nationale ¹. Par conséquent, dans les conditions actuelles, la possibilité pour un pays d'assurer une base stable pour ses

¹ L'or ne joue pas ce rôle de monnaie internationale qui assure des changes stables parce que, comme on le croit communément, sa valeur « commerciale » — relativement stable — est à la base de celle des diverses unités monétaires (dollars, livres sterling, francs, etc.) : d'abord, comme l'a montré le Professeur B. Nogaro, la valeur d'un métal admis à la frappe libre « ne se détermine pas comme celle d'une marchandise quelconque, puisque précisément ce métal n'est pas soumis à l'offre et à la demande et bénéficie d'un débouché illimité à un taux fixe. » (B. NOGARO, *La Monnaie*, p. 243.) Donc l'or n'a pas au fond, un cours commercial proprement dit. Ensuite, cette prétendue stabilité de sa valeur, est due en réalité, au fait que, les unités monétaires de la plupart des pays étant définies par rapport à son poids, il arrive à obtenir dans chacun d'eux grâce au système de la frappe libre un nombre constant d'unités monétaires, toujours en valeurs équivalentes, puisque le rapport de valeur entre elles découle précisément du rapport en poids du métal qu'elles contiennent (pair métallique). La vérité est toute autre : l'or assure des relations monétaires internationales stables, parce que, par suite d'un régime légal identique adopté dans presque tous les pays du monde, un certain poids d'or correspond dans chacun d'eux à un nombre déterminé d'unités monétaires, et ainsi ce métal fournit le moyen de conversion constant d'une unité dans une autre. Puisque ce rôle de monnaie internationale est indépendant d'une « valeur commerciale » il est évident qu'un billet « qui serait simultanément libellé en plusieurs monnaies : dollars, livres sterling, francs, etc., d'après un rapport identique à celui qui résulte du pair de ces monnaies, serait un moyen de conversion également constant d'une unité monétaire dans une autre, du moment qu'il aurait cours légal dans tous les pays adhérents. » (B. NOGARO, *L'émission d'un billet de banque international*, *Le Monde Nouveau*, 20 juin 1919, p. 314.) La possibilité théorique du billet international démontre, pensons-nous, l'exactitude des données sur lesquelles repose la théorie moderne de la monnaie.

règlements avec l'extérieur, *dépend de la disposition par lui d'une quantité de métal jaune suffisante pour procurer à un taux stable aux nationaux débiteurs de l'étranger la monnaie internationalement acceptée*, nécessaire au paiement de leurs créanciers ¹.

Nous allons donc étudier brièvement, comment, grâce à l'intervention de l'or, s'effectuent sur une base stable les règlements des engagements entre les pays qui l'ont choisi comme étalon, afin de montrer l'emploi qui doit être fait de ce métal pour l'accomplissement de sa fonction de monnaie internationale.

*
* *

L'achat des marchandises et des services dans un pays étranger se règle par un paiement à faire *dans* ce pays et *en* monnaie de ce pays, c'est-à-dire en espèces métalliques ayant cours dans ce dernier. Mais comme dans chaque pays, il y a non seulement des acheteurs, donc des débiteurs, de l'étranger, mais aussi des vendeurs, donc, des créanciers de l'étranger, on a pensé d'instituer un autre procédé de règlement des dettes réciproques des divers pays : en effet, comme il y a, en Grèce, par exemple, en même temps des débiteurs et des créanciers des pays étrangers, disons de la France, et dans cette dernière aussi, des créanciers et des débiteurs de la Grèce, si les Français débiteurs des Hellènes

¹ Il suffit par conséquent que cette quantité de métal précieux soit affectée *seulement* aux règlements à l'extérieur et non pas aux transactions à l'intérieur.

paient, pour le compte de ces derniers d'autres Français créanciers de la Grèce, et inversement, les Hellènes débiteurs de la France désintéressent les créanciers de cette dernière en Grèce, *les dettes réciproques de la France et de la Grèce se régleront*, jusqu'à concurrence des sommes égales, *par compensation*, les paiements sur place étant substitués aux paiements de place en place ; ainsi, *on évitera le double et onéreux transport des espèces métalliques de la Grèce en France et de la France en Grèce* ¹.

Le moyen, par lequel s'opère ce mode de règlement par compensation c'est surtout *la lettre de change*, qui est un ordre de paiement du créancier Hellène au débiteur Français ; cet ordre, étant acheté par un débiteur de la France en Grèce, sera envoyé par lui à son créancier Français, qui, en le présentant à son compatriote débiteur de la Grèce, recevra de celui-ci la quantité de francs que lui devait l'Hellène. C'est ce procédé de règlement entre pays différents par la négociation des lettres de change tirées sur l'étranger, qu'on appelle *le change* ². Mais au fond, puisque la traite tirée sur l'étranger et achetée dans un pays déterminé, donc avec de la monnaie légale de celui-ci — en Grèce avec des drachmes — représente une somme destinée à être versée dans un autre pays, donc aussi en monnaie légale de celui-ci — en France, c'est-à-dire en francs — l'opération

¹ J. DECAMPS, *Les Changes étrangers*, Paris, 1922, pp. 25 et suiv.

² Sur les diverses conceptions du mot change, v. P. REBOUD, *Essai sur les changes étrangers*, Paris, 1900, pp. 15 et suiv.

du change ne consiste que *dans l'achat de la monnaie étrangère avec de la monnaie nationale*. Et par conséquent, le prix auquel s'achètent les lettres de change — autrement dit le *cours du change* — *exprime réellement la valeur d'une unité nationale*, telle que le franc, *par rapport à une autre unité étrangère*, telle que la livre sterling, le dollar, etc...¹.

Le change ne constitue pas évidemment un procédé de règlement à taux fixe : son cours varie suivant l'offre et la demande des traites sur l'étranger ; et comme les traites offertes résultent des créances sur l'étranger et leurs demandes, au contraire, résultent des dettes vis-à-vis de l'étranger, nous pouvons dire que finalement le cours du change *dépend du rapport* de l'ensemble des dettes et des créances du pays avec l'étranger, c'est-à-dire de la *balance des comptes*².

Cependant, le cours du change dans les pays à monnaie d'or — les seuls que nous envisageons ici — quoique variable, ne peut pas dépasser certaines limites. En effet, entre ces pays qui ont une monnaie commune, faite du même métal, de l'or, librement exportable, importable et monayable, les règlements réciproques s'effectuent, ainsi que nous l'avons déjà dit, sur une *base stable* : les débiteurs qui expédient de l'or pour les paiements de leurs créanciers à l'étranger, savent d'avance que le prix auquel ils se procureront par leurs pièces d'or les espèces étrangères, ne peut dépas-

¹ B. NOGARO, *La Monnaie*, etc., p. 179.

² B. NOGARO, *Traité d'Economie Politique*, p. 231.

ser la valeur des monnaies qui résulte du rapport existant entre leurs poids respectifs de métal fin — autrement dit *la valeur au pair* — *que d'une somme représentant le coût d'envoi et de refappe*¹ *du métal précieux*. Donc, dans ces pays l'opération du change, qui constitue un procédé *plus économique* de règlement à l'étranger, ne saurait devenir plus onéreux que le règlement par envoi de numéraire² ; le prix, par conséquent, d'une traite *ne peut s'écarter du pair* des monnaies *que d'une somme correspondant* aux frais d'envoi d'espèces : en effet, lorsqu'en cas d'insuffisance des traites sur l'étranger³, leurs détenteurs exigeront un prix sensiblement supérieur au pair métallique *augmenté* du montant des divers frais de transport de l'or, les débiteurs préféreront le règlement par envoi, à leurs frais, des pièces métalliques, au règlement par lettres de change. Inversement, ces mêmes détenteurs des traites sur l'étranger ne subiront pas nécessairement, en cas d'une offre excessive⁴, un prix sensiblement inférieur à celui du pair des monnaies diminué du coût de l'envoi de l'or, parce qu'ils ont la possibilité de faire venir et refrapper, à leurs frais, de la monnaie métallique de l'étranger. Ainsi, le cours du change dans les pays à monnaie d'or, *ne peut varier qu'entre ces deux limites extrêmes* qui correspondent aux frais d'ex-

¹ Pour les pays où la refappe ne se fait pas gratuitement.

² Puisque les particuliers ne procèdent au règlement par traites que pour s'épargner les frais d'envoi du métal.

³ Ce qui montre que la balance des comptes est en déficit.

⁴ Par suite d'une balance des comptes créditrice.

portation ou d'importation du numéraire — les Gold points ¹ — limites d'ailleurs, en fait assez étroites pour que ce cours puisse être considéré *pratiquement comme stable*.

Mais on ne doit pas oublier que, pour que les changes demeurent stables, il faut que les règlements en espèces *soient toujours possibles*, et que les détenteurs *puissent toujours*, en cas d'insuffisance des traites, *se procurer* de l'or à un taux fixe et *l'exporter* sans aucun obstacle à l'étranger : c'est-à-dire, il faut que la monnaie *soit constamment convertible en or* pour ceux qui ont des paiements à faire à l'extérieur ², et que *l'exportation de l'or soit complètement libre*. Si ces conditions ne sont pas remplies, *soit*, parce que les débiteurs ne peuvent pas se procurer de l'or avec leurs billets — par suite du cours forcé — *soit*, parce que, même s'ils en ont, ils ne peuvent pas l'exporter à l'extérieur — par suite d'une interdiction légale —, le cours des traites, qui restent alors le seul moyen de règlement à l'extérieur, ne peut plus se contenir entre des barrières fixes et il varie

¹ Gold point d'entrée et Gold point de sortie, appelés ainsi parce qu'au delà de ces points l'or commence à entrer ou à sortir du pays. V. A. ARNAUNÉ, *La Monnaie, le Crédit et le Change*, 1922, t. I, pp. 179 et suiv.

² Donc, pour que la monnaie soit stable, il suffit que l'or soit employé seulement pour les règlements internationaux, tandis qu'à l'intérieur, c'est le simple billet qui remplit le rôle monétaire. L'application pratique de ce principe, conforme d'ailleurs à la théorie moderne de la monnaie, c'est le système du *Gold Exchange Standard*, qui nous paraît comme le plus logique et le plus scientifique.

désormais sans limite : *la crise des changes* apparaît ainsi avec toutes ses conséquences néfastes.

On voit donc clairement, que le rôle du métal jaune est d'assurer la stabilité des changes, et par là même, la stabilité de la valeur de la monnaie nationale ; mais, pour que ce but soit atteint, il faut que l'or *soit mis constamment à la disposition des débiteurs* de l'étranger, et *qu'il soit toujours prêt à parer au solde passif* de la balance des comptes ¹. Dès lors, il est à peine besoin de constater qu'un pareil emploi de l'encaisse-or, où viendront nécessairement puiser les débiteurs de l'étranger par la conversion de leurs billets de banque, ne peut pas se concilier avec la théorie de « la propriété intangible de la banque » formulée par les juristes. L'idée de propriété suppose un droit absolu de libre disposition conforme à l'intérêt personnel du propriétaire et implique la possibilité d'un emploi pour son profit exclusif. Au contraire, relativement à l'encaisse métallique, sa disposition dépend exclusivement *des besoins* des débiteurs de l'étranger, déterminés par l'état de la balance des comptes, et son emploi se trouve *subordonné* aux exigences de l'intérêt général qui commande une stabilité aussi parfaite que possible de la valeur de l'instrument des échanges : la banque d'émission, par conséquent, *doit* employer son encaisse-

¹ « Ce ne sont pas les existences d'or, c'est la libre disposition de l'or qui importe ; l'or que ne peut obtenir le commerce est comme s'il n'existait pas. N'étant pas exportable, il ne peut empêcher la hausse du change au-dessus du point de sortie. » (A. ARNAUNÉ, *La Monnaie, le Crédit et le Change*, 1902, p. 414.)

or, chaque fois que l'intérêt du pays l'exige ¹ ; *elle ne peut pas* l'employer suivant ses propres appréciations ou selon son intérêt particulier.

La conclusion de ce qui précède sera la suivante : puisque c'est l'or du pays, fruit de son travail et de son épargne, qui se concentre sous forme d'encaisse métallique dans les caisses de la banque centrale par suite de son échange, contre des billets de cette dernière, par un public ayant la certitude que la monnaie plus commode que constituent, en raison d'une pratique consacrée par le législateur, ces billets, conserverait la même stabilité de valeur que les espèces métalliques échangées, — et puisque cette monnaie intérieure ne peut présenter une valeur stable que par une convertibilité constante au moins pour les règlements à l'extérieur, *l'encaisse métallique des banques d'émission doit être considérée comme un complément, à la vérité indispensable, de la circulation intérieure et comme un accessoire du droit d'émission concédé par l'Etat.*

En résumé : l'encaisse-or, par suite à la fois de son origine et de sa destination, paraît avoir une mission d'une plus haute portée qui se lie d'une façon intime à la vie économique de la nation entière : elle est le résultat de l'activité de cette dernière ; mais, elle est en outre le fondement indispensable de l'existence en elle, des relations économiques normales, condition essentielle du développement de

¹ Tant qu'elle n'est pas dispensée de cette obligation par une loi spéciale.

ses forces productives et de sa prospérité économique : elle est « une arme économique pour le pays, comme l'écrit M. Miatovitch, destinée, pendant la guerre, à aider à vaincre l'ennemi du dehors, et une fois la paix revenue, à assurer la solidité de la vie économique et financière du pays » ¹.

C'est pour ces raisons que tous les Etats ont de tout temps considéré comme un de leurs devoirs les plus impérieux, le renforcement constant des réserves métalliques. C'est pour ces raisons que, surtout depuis la guerre, les Gouvernements se sont efforcés par les mesures les plus diverses, — quelquefois même arbitraires et oppressives, — de concentrer toutes les disponibilités métalliques du pays dans les caisses de la banque centrale. C'est pour ces raisons, enfin, que le cours forcé et l'interdiction de l'exportation de l'or interviennent toutes les fois que se présente le danger d'une sortie continue du métal précieux. Toutes ces mesures peuvent se justifier par la seule considération de l'intérêt général, et non par le désir de ménager l'intérêt privé de quelques individus : autrement on aurait taxé pour le moins de déraisonnable le Gouvernement, qui, par l'imposition du billet de banque inconvertible déclancherait l'instabilité monétaire avec toutes ses conséquences funestes pour l'économie nationale et l'ensemble des fortunes des particuliers, dans le seul but de protéger et de sauvegarder l'encaisse métallique considérée comme la propriété par-

¹ M. MIATOVITCH, *op. cit.*, p. 105.

ticulière d'un groupe d'actionnaires de la banque centrale d'émission.

§ 3. — LA NATURE ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE
DE L'ENCAISSE MÉTALLIQUE.

La Commission des Juristes, dans son rapport, sans s'être souciée de l'origine de l'encaisse métallique et après une étude superficielle de son rôle et de sa destination économiques, aboutit à la conclusion que le caractère juridique qui convient à cette encaisse est celui d'*un gage sui generis*.

Nous pouvons immédiatement objecter que, d'après le droit civil une des conditions essentielles à l'existence du contrat de gage consiste « dans... la remise du meuble grevé au créancier ou à un tiers convenu »¹ ; lorsque cette condition, qui est de l'essence même du contrat, ne se trouve pas réalisée — comme c'est le cas de l'encaisse métallique qui reste toujours à la possession de la banque débitrice, — il n'y a pas, en réalité, constitution de gage². Evidem-

¹ G. BAUDRY-LACANTINERIE, P. de Loyenes, *Traité de droit civil*, v. XXIV, t. I, p. 12.

² « On peut y voir (dans la remise de la chose au créancier), un élément essentiel à la formation même du contrat de gage, considéré comme un droit réel. » (M. PLANIOL, G. RIPERT, *Traité pratique de Droit civil Français*, Paris, 1927, t. XII, p. 83.) « La dépossession du débiteur est un élément essentiel à la formation du contrat. » (A. COLIN, H. CAPITANT, *Cours élémentaire de Droit civil Français*, Paris, 1924, t. II, p. 757.) Cependant, ces derniers auteurs ajoutent : « Il n'est en effet nullement contraire à l'essence même de notre con-

ment, c'est pour éviter cette objection que la Commission a qualifié de *sui generis* le gage que constitue l'encaisse ; mais nous ne pensons pas que cette qualification puisse changer la nature des choses, parce que, à notre avis, l'existence même du contrat de gage suppose la mise en possession du créancier gagiste ¹. Cependant, sans insister davantage sur cette raison qui nous paraît pourtant péremptoire, nous allons examiner de plus près le contrat de gage, pour voir si, du moins sous ses autres aspects ou par les effets qu'il implique, il peut constituer le cadre juridique dans lequel entrerait la notion de l'encaisse métallique.

« Le gage, comme le définissent A. Colin et H. Capitant, est un contrat par lequel le débiteur remet à titre de *garantie* à son créancier la possession d'un meuble,... que le créancier pourra retenir jusqu'à l'échéance et faire vendre à défaut de paiement » ². Il résulte de cette définition, d'une part, que le gage est destiné *seulement* à servir de *sûreté*, ne pouvant être disposé que lorsque le débiteur manquera

trat d'en faire disparaître la condition de dépossession. Le contrat de gage a pour but essentiel de faire acquérir un droit de préférence sur la chose engagée ; or ce but peut être atteint, que la chose soit mise ou non entre les mains du créancier » (A. COLIN, H. CAPITANT, *op. cit.*, p. 768.)

¹ « Une erreur fréquente, écrit A. Mater, est de dire que le billet de banque a pour « gage » l'encaisse métallique. Par définition, une sûreté n'est un gage que si le débiteur s'en dessaisit entre les mains du créancier ou d'un tiers commis à cet effet » (A. MATER, *Traité juridique de la monnaie et du change*, Paris, 1925, p. 77.)

² A. COLIN, H. CAPITANT, *Cours de Droit civil*. t. II, p. 755.

à son obligation, d'autre part, qu'après le paiement de la dette garantie, le gage doit être restitué intact au débiteur.

Or, en matière d'encaisse métallique, nous constatons que, lorsque le détenteur du billet de banque se présente au guichet de la banque émettrice pour obtenir le paiement de la créance que constitue ce billet contre la banque, c'est au moyen de l'or de l'encaisse qu'il recevra satisfaction, — bien que cette encaisse, considérée comme constituant un gage, ne doive servir que de sûreté pour l'exécution de l'obligation de la banque, et par conséquent, ne doive être employée que pour le cas où la banque ne serait pas en mesure de rembourser sa dette.

De plus, tandis que dans le cas de constitution de gage, le paiement de la dette implique le retour de celui-ci aux mains du débiteur, dans le cas du remboursement de la dette que représentent les billets de banque, nous voyons ce résultat paradoxal que, c'est justement lorsque la banque exécutera son obligation résultant du fait de ses billets, que le gage constitué par l'encaisse métallique, demeuré en la possession du débiteur pendant l'existence de la créance, passera en celle du créancier cependant satisfait !

En appliquant donc la notion du gage à celle de l'encaisse métallique, nous arrivons forcément à des conséquences tout à fait incompatibles avec celles qu'implique, d'après le droit civil, la constitution du gage. Evidemment, un objet qui doit servir, non de garantie pour le cas de défaut de paiement, *mais pour le paiement lui-même*, et qui ne se trouvera entre les mains du créancier *que lorsque la*

dette n'existera plus, ne présente aucune des caractéristiques susceptibles de justifier l'attribution à cet objet du caractère juridique du gage.

Juridiquement insoutenable, l'application de la notion de gage à l'encaisse métallique des banques d'émission, n'est pas plus acceptable au point de vue économique. Assurément, nous n'ignorons pas qu'il n'y a pas de notion plus courante, non seulement dans le public, mais aussi dans la majorité des économistes, que celle qui considère l'encaisse métallique comme « un gage » de la circulation de billets de banque : ne parle-t-on pas d'ailleurs, constamment, de circulation fiduciaire plus ou moins « gagée » ? Mais les notions les plus courantes ne sont pas toujours les plus exactes ; et dans l'espèce, il suffit d'envisager les conséquences pratiques auxquelles a abouti cette notion de « circulation fiduciaire gagée » pour se rendre compte de l'erreur qui consiste à prendre au sens littéral et juridique du mot une expression qui ne devait être entendue que sous un sens général et purement métaphorique. En effet, c'est à cette notion mal définie, que nous devons *la règle du minimum* — proportionnel ou non — *de réserve métallique*, qui, destinée à assurer la convertibilité du billet, aboutit logiquement à prohiber cette conversion au delà d'un certain chiffre ¹. C'est à elle aussi que nous devons tous ces calculs

¹ « Soit une banque dont l'encaisse est de un milliard et l'émission de deux milliards, écrit le Professeur B. Nogaro. Cette Banque, si elle est régie par notre système (minimum d'encaisse proportionnel au tiers de l'émission), ne peut rembourser plus de 500 millions ; en

« dénués de sens », qui cherchent à estimer la valeur réelle de l'unité monétaire, d'après l'importance du gage-or des billets de banque, et qui ont singulièrement retardé dans les dernières années toute entreprise scientifique d'assainissement monétaire ¹. Il suffit cependant, de ne pas raisonner *in abstracto* sur des mots sans portée réelle et d'envisager, conformément aux données de la science moderne, le véritable rôle monétaire de l'or, pour se rendre clairement compte que de pareilles conceptions ou pratiques sont déraisonnables, et que la définition du gage appliquée à l'encaisse métallique est non seulement déplacée, mais en outre,

effet, un tel remboursement réduira la circulation fiduciaire à 1500 millions, et l'encaisse à 500 millions : la règle du simple au triple sera tout juste respectée. Mais, si l'on présentait au remboursement un chiffre de billets supérieur, par exemple 600 millions au lieu de 500, il faudrait, pour les rembourser, pouvoir abaisser l'encaisse à 400 millions, tandis que la circulation fiduciaire atteindrait encore 1400 millions : la circulation deviendrait ainsi supérieure au triple de l'encaisse » (B. NOGARO, *Traité d'Economie Politique*, p. 170, note 2.) — Aussi, l'économiste A. Landry critique sévèrement ces règles : « une encaisse, écrit-il, à laquelle on ne peut pas toucher ne constitue pas une garantie véritable pour la circulation fiduciaire ; le jour où les porteurs des billets voudraient convertir ceux-ci en or, cette mesure même par laquelle on veut les protéger empêcherait qu'on les remboursât » (A. LANDRY, *Manuel d'Economie*, p. 468.)

¹ « Tous ces calculs sont dénués de sens et rien n'est plus funeste que l'obstination que l'on apporte à les présenter à un public incapable d'en apprécier la vanité. » (G.-E. BONNET, *Les expériences monétaires contemporaines*, Paris, 1926, p. 195.)

en opposition complète avec la destination réelle de cette dernière ¹.

Le caractère de gage étant ainsi rejeté tant au point de vue juridique qu'au point de vue économique, il reste à se demander quel est le cadre juridique dans lequel nous pouvons faire rentrer la notion de l'encaisse métallique.

Nous devons tout de suite rappeler, avant d'aborder l'étude, ce que nous avons constaté dans notre introduction : que la pratique sociale crée spontanément les organes et les institutions correspondant à ses besoins et nécessaires à sa marche, et que c'est ensuite que le législateur vient à leur imprimer un caractère juridique, en leur donnant une forme légale appropriée à leur destination économique. Dès lors, puisque ce sont les données de la réalité économique qui modelent le droit, il est logique qu'on s'attache principalement aux fonctions réelles que ces organes remplissent et aux besoins économiques auxquels ces institutions correspondent, pour arriver à déterminer exactement leur nature juridique. En conséquence, c'est en tenant compte du rôle

¹ Tout au moins si l'on devait conserver l'expression de « circulation gagée » il faudrait l'entendre dans un sens métaphorique et général, c'est-à-dire comme signifiant que l'existence d'une forte encaisse métallique ne laisse aucun doute sur la possibilité de conversion immédiate du billet en numéraire, et non dans le sens strictement juridique que lui attribue la Commission des Juristes. « Si le mot gage se rencontre, écrit A. Mater, dans les travaux législatifs à propos de la Banque, il y est employé non dans le sens juridique, mais dans le sens général de sûreté. » (A. MATER, *Traité juridique*, etc., p. 77.)

réel, précédemment décrit, de l'encaisse métallique, que nous nous efforcerons de lui assigner un cadre juridique convenable — à supposer qu'il en existe un dans le droit positif usuel, parce qu'il ne faut pas oublier que la discordance de la réalité et du droit, due au retard habituel de ce dernier à s'adapter aux besoins, constamment en évolution, de la première, n'est nulle part aussi vivement ressentie que dans le domaine des questions bancaires et monétaires.

Dans l'évolution historique du rôle de l'encaisse métallique et des banques d'émission en général, que nous avons déjà brièvement étudiée, il y a, au moins, trois étapes à distinguer, correspondant à autant de phases analogues du billet de banque.

A l'origine, dans une première étape, la banque d'émission n'a eu, ainsi que nous l'avons dit, que la garde des espèces métalliques du public, qu'elle était obligée de restituer *identiquement* : les billets qu'elle délivrait en échange aux déposants, étaient de véritables *titres de propriété*¹ ; et le métal confié par les clients constituait évidemment, au point de vue juridique, un véritable *dépôt*, tel que le Code civil le définit, puisque le banquier devrait rendre identiquement la chose même qu'il avait reçue.

Dans une seconde étape, correspondant à la transformation du rôle de banquier de gardien de métal à un distribu-

¹ A. BATBIE, *Qu'est-ce que le billet de banque ? Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1884, t. XIII, p. 278.

teur de crédit, la banque emploie les sommes métalliques confiées par les clients, à des opérations de crédit, en s'engageant toutefois à les rendre, non plus en identique, mais *en équivalent* ; seulement, au lieu de mettre en circulation les espèces métalliques elles-mêmes, elle les met sous forme de billets, qui constituent désormais, non un certificat de propriété, mais une promesse de la banque de payer à tout instant en monnaie métallique, autrement dit, un *titre de crédit*. Assurément, le client qui emprunte à la banque, a le droit de recevoir du numéraire ; mais il consent à accepter, à sa place un titre de crédit, parce qu'il a la conviction que ce titre sera, à son gré, et à tout instant transformé en monnaie métallique, c'est-à-dire parce que ce titre *représente* pour lui de l'or. Il est vrai qu'à cause de cette confiance manifestée par les détenteurs de ces promesses, la banque arrive finalement à mettre en circulation plus de billets qu'elle n'a de dépôts métalliques en caisse, de sorte que si tous les porteurs de billets exigeaient ensemble le remboursement, la banque émettrice ne serait plus en mesure de faire face à ses engagements ; en raisonnant donc dans l'abstrait comme le remarque le rapporteur A. Burdeau, on pourrait dire que « la banque a contracté là un engagement téméraire », et que, « le libellé de ses billets qui se présentent comme payables, constitue une promesse mensongère » ¹. Pourtant, en pratique, un tel rembourse-

¹ A. BURDEAU, *Rapport à la Chambre des Députés sur la prorogation du privilège de la Banque de France*, Session de 1892, Doc. Parl., N° 1649, p. 9.

ment en masse n'étant jamais à craindre tant que la banque est gérée avec prudence, on peut affirmer sans exagération que la circulation fiduciaire, quoique dépassant l'encaisse, égale en sécurité les véritables bons de monnaie, qu'elle *représente de l'or*¹.

Une première constatation est donc à faire : que l'encaisse métallique ne peut pas être considérée comme une garantie, au sens juridique du mot, de la circulation de billets ; ces derniers ne sont réellement qu'une *représentation* commode, un simple reflet de cette encaisse, et c'est comme tels qu'ils sont reçus par le public² ; or, là où il y a une

¹ « En ce qui touche la promesse de paiement, écrit C. Conant, le billet partiellement garanti ne diffère pas du certificat de dépôt, si la promesse est remplie. Comme dit Horn, la raison de leur acceptation plus ou moins générale ou de leur circulation est la même : on accepte le récépissé et le billet à cause de la certitude que l'on a ou que l'on croit avoir que la banque peut et veut faire honneur à ses engagements » (C. CONANT, *Monnaie et Banque*, tr. fr., Paris, 1908, t. II, p. 21.)

² Si nous écartons la théorie du gage ou de la garantie, et que nous adoptons celle de la représentation, nous saisissons immédiatement le lien spécial et nécessaire qui unit la circulation de billets et l'encaisse-or. Naturellement, les billets de banque, étant des titres de crédit, « sont garantis par tout l'avoir de l'établissement émetteur » (A. LANDRY, *Manuel d'Economique*, § 198, p. 379.) Mais cette garantie, qui a pour but d'assurer le remboursement des billets en or — étant donné qu'une partie de l'émission dépasse l'encaisse métallique, — ne détruit en rien le lien de ces billets avec l'encaisse-or ; en effet, les billets de banque sont remboursés uniquement en or et non en autres moyens de paiement. C'est pourquoi les lois et les statuts des banques d'émission affectent spécialement l'encaisse au

simple représentation, il ne saurait y avoir une garantie ¹.

En second lieu, on doit remarquer que l'émission des billets suppose un dépôt d'espèces métalliques par le dé-

remboursement de la circulation fiduciaire en établissant même une proportion déterminée entre ces deux éléments.

¹ On comprend donc aisément qu'on ne doit pas assimiler à l'encaisse métallique le portefeuille commercial, comme le font les juristes qui englobent sous la même dénomination les espèces métalliques et les effets de commerce. L'encaisse-or est la substance, pour ainsi dire, des titres représentatifs que constituent les billets de banque, dont elle forme le seul moyen de remboursement. Il n'en est pas de même du portefeuille commercial : parce que le détenteur d'un billet ne sera jamais payé au moyen d'un effet de commerce, mais il le sera en or.

Il n'est non plus exact de considérer le portefeuille commercial de la Banque d'émission comme un *gage*, même de la fraction de la circulation des billets qui dépasse le montant de l'encaisse-or. Les effets de commerce ne représentent qu'une *sûreté personnelle*, et non pas un gage réel, au sens juridique du mot. Et on ne doit pas davantage considérer le portefeuille même comme une garantie personnelle et directe des billets de banque ainsi que le pense un grand nombre d'auteurs (v. E. BODIN, *L'encaisse métallique de la Banque de France*, Thèse, Rennes, 1925, pp. 50 et suiv. E. VAN ELEWYCK, *La Banque Nationale de Belgique*, t. I, pp. 108 et suiv.) Le portefeuille commercial ne constitue réellement une garantie *que pour le banquier* qui l'escompte ; pour nous en rendre compte, supposons un commerçant ou un industriel qui, porteur d'un effet de commerce, a besoin de fonds pour maintenir son commerce en activité ; il ira sans doute chez un banquier qui lui escomptera son effet, en lui avançant sa valeur ; même si cette avance est faite en monnaie métallique, le banquier gardera l'effet pour se couvrir : Donc, le portefeuille commercial des banques se constitue à l'occasion de l'escompte et en dehors de toute émission de billets de banque. Si, maintenant, ce même industriel ou commerçant consent à être payé en billets au

tenteur de ces billets ; cela est vrai, non seulement pour celui qui apporte réellement du numéraire à la banque et en reçoit en échange une promesse de payer, mais aussi pour

lieu de numéraire, c'est parce qu'il a confiance que ce titre de créance que constitue le billet contre la banque, sera échangé, dès qu'il le voudra, par cette dernière, contre de l'or. C'est donc parce qu'il a confiance dans la banque qui promet le remboursement immédiat, qu'il accepte ses billets et non parce que ceux-ci sont garantis par son propre effet de commerce. Ce n'est pas lui d'ailleurs, mais la banque émettrice qui les remboursera en cas de besoin. — Une autre preuve que ce n'est pas le portefeuille commercial qui garantit le remboursement des billets de banque, c'est que, si le détenteur d'un tel billet ne reçoit pas satisfaction le jour où il se présente à la banque pour obtenir le remboursement en numéraire, il se retournera non contre les émetteurs ou les endosseurs successifs des effets de commerce, mais contre la banque elle-même.

Cependant, cela dit, nous ne devons pas méconnaître que la mise en circulation des billets par la Banque en vue de l'escompte est de nature à lui faciliter la tâche et à rendre plus sûr le remboursement de ses billets : parce que, lors de l'échéance des effets de commerce escomptés au moyen des billets, deux alternatives peuvent se produire : ou bien les débiteurs paieront en billets que la banque encaissera en diminuant ainsi la circulation à découvert, ou bien, ils paieront en métal que la banque conservera en augmentant ainsi ses possibilités de réponse aux demandes de remboursement. Dans les deux cas, par conséquent, la différence entre le montant de la circulation et le montant de l'encaisse-or tendra à diminuer, et par cela même la sûreté de remboursement à augmenter.

Donc, l'expression : « le portefeuille commercial garantit le remboursement des billets de banque », doit être entendue, non dans un sens juridique, mais dans un sens général : c'est-à-dire que l'existence d'un portefeuille commercial comme contre partie de l'émission assure, par ses échéances successives, un remboursement plus facile des billets.

celui qui, venant pour emprunter des fonds à la banque, consent à recevoir de pareils billets en guise de numéraire : ce dernier porteur de billets « peut être considéré comme une personne à qui la banque a prêté une certaine quantité d'espèces métalliques, mais qui a immédiatement déposé cet or pour recevoir en échange des billets »¹.

Donc, « l'émission des billets à vue et au porteur constitue au profit des banques des dépôts exigibles sur demande », comme le remarque avec justesse Courcelle-Seneuil². La nature de ces dépôts ne diffère pas, à l'égard du banquier, des dépôts exigibles à vue par le système des comptes de chèque : les uns et les autres ont la même origine : un *acte de crédit envers la banque*³. Les uns et les

¹ R. DELZANGLES, *Etude comparée de la Banque d'émission et de la Banque de dépôt*, Thèse, Bordeaux, 1921, p. 12.

² J. COURCELLE-SENEUIL, *Les opérations de banque*, Paris, 1905, p. 214.

³ « Le déposant et le porteur de billets font l'un comme l'autre crédit à la banque ; la conservation temporaire d'un dépôt à vue est, comme celle d'un billet de banque, un des actes d'épargne provisoire et généralement très brève, rémunéré ou non, il n'importe » (M. ANSIAUX, *Traité d'Economie Politique*, 1927, t. II, p. 298). Si le billet de banque — donc en fait le dépôt de métal effectué par son porteur — n'est pas rémunéré, c'est pour que sa circulation n'en soit entravée par aucune formalité : la rémunération des dépôts à vue par contre, comme le démontre le Professeur M. Ansiaux, n'entrave en rien leur transfert (M. ANSIAUX, *De l'unité du crédit à court terme sous la variété de ses formes*, *Revue d'Economie Politique*, 1912, pp. 562-563). D'ailleurs, il y a des banques — les instituts d'émission — qui ne rémunèrent pas leurs dépôts ; comme d'autre part, il y a eu une époque où les banques d'émission attribuaient souvent une rémunération à ceux qui consentaient à recevoir leurs

autres donnent lieu à deux systèmes de distribution de crédit à court terme d'une essence absolument identique : les premiers à l'émission des billets de banque, les seconds à l'inscription sur les livres de la banque des sommes qui se transfèrent de compte à compte ¹.

Ainsi, les dépôts de métal qui sont à la base de l'émission des billets et les dépôts de fonds à vue qui sont à la base de l'ouverture d'un compte en banque utilisable par voie de chèque ou de virement présentent la même nature économique. L'encaisse métallique, par conséquent, ne consti-

titres de crédit, à la place des espèces métalliques : « à l'origine, écrit C. Conant, les billets de banque portaient quelquefois intérêt, mais cette pratique disparaît aussitôt que leur fonction véritable d'instrument d'échanges se développa » (A. CONANT, *op. cit.*, t. II, p. 43).

¹ On objecte généralement contre cette similitude de ces deux régimes de crédit que, dans l'émission des billets, la quantité de ces derniers dépend, en l'absence de toute réglementation légale, surtout de la bonne volonté des banques, de sorte que les capitaux disponibles qui peuvent être mis en circulation par elles dépassent de beaucoup leur encaisse-or ; au contraire, les capitaux disponibles mis en circulation par voie d'ouverture des comptes en banque ne peuvent pas dépasser le montant des fonds apportés par les déposants. Mais cette antinomie n'existe plus maintenant ; elle a existé « pendant la période où s'élaborait le régime des transferts » (M. ANSIAUX, *op. cit.*, *Revue d'Economie Politique*, 1912, p. 572). Aujourd'hui, les banques « créent elles-mêmes les dépôts destinés à se transmettre de titulaire en titulaire par de simples jeux d'écriture » (M. ANSIAUX, *op. cit.*). Par conséquent, une fraction de la monnaie qui est mise en circulation par des inscriptions dans les livres des banques correspond à des dépôts nominaux, exactement comme, dans l'émission des billets, un certain nombre de ces derniers correspond à des dépôts fictifs de métal (H. WITHERS, *Qu'est-ce que la Monnaie?*, p. 70).

tue, en réalité, qu'un *dépôt de fonds à vue en banque* ; elle doit, dès lors, présenter le même caractère juridique que ce dernier.

Quelle est la nature juridique du dépôt de fonds à vue en banque ? Nous devons d'abord, remarquer que le « dépôt de fonds » est très mal désigné ; parce qu'il n'a du véritable contrat de dépôt, tel qu'il est défini par le Code civil, que le nom. En effet, par application des articles 1923, et 1932 du Code civil, le dépôt de sommes monnayées devrait être rendu dans les mêmes espèces qu'il a été fait : or, on sait que la banque qui reçoit des sommes en dépôt ne rendra pas à son client les mêmes pièces ou les mêmes billets qu'elle a reçus. De plus, le contrat de dépôt suppose un salaire au seul profit du dépositaire : or, le banquier, non seulement ne reçoit pas de rémunération, mais le plus souvent, au contraire, en paie une au déposant. Par conséquent, c'est en dehors du véritable contrat de dépôt que le cadre juridique du dépôt de fonds en banque doit être cherché.

Cependant, l'accord est loin d'être réalisé entre les juristes sur cette question : certains ont voulu voir dans le dépôt d'espèces à vue un *dépôt irrégulier* ; le dépôt irrégulier est celui « dans lequel le dépositaire, au lieu d'être tenu de restituer identiquement la chose qu'il a reçue, est tenu de rendre seulement des choses de même espèce et de même nature » ¹.

¹ M. PLANIOL, *Traité Élémentaire de Droit civil*, 1926, t. II, p 741, N° 2213.

D'autres ont repoussé l'application de cette notion aux dépôts de fonds en banque, comme se heurtant à des obstacles d'ordre juridique ; pour eux, l'essence même de tout dépôt, c'est l'idée de *garde* ¹ : or, cette idée qui se retrouve pleinement dans le dépôt régulier et avec une nuance dans le dépôt irrégulier disparaît totalement dans le dépôt de fonds en banque ² ; ils se sont par conséquent tournés vers la notion du *prêt de consommation* ³. Mais cette dernière conception a été elle-même critiquée par les partisans de l'opinion adverse : d'après ceux-ci il résulte du dépôt de fonds tel qu'il se pratique dans les banques modernes, un *service rendu* au déposant par le banquier dépositaire, service qui assigne à cette opération un but particulier, différent de celui d'un prêt, uniquement destiné à procurer à l'argent un intérêt normal ⁴.

Nous n'avons pas l'intention de discuter les thèses opposées, ni de rechercher quel est le type juridique qui convient le mieux aux dépôts de fonds en banque. Nous nous bornerons seulement à observer que, aucune de ces défini-

¹ J. HENNION, *Les dépôts en banque et la guerre*, Thèse, Dijon, 1916, p. 36.

² M. CHAPOUTOT, *Les dépôts de fonds en banque*, Paris, Sirey, 1928, p. 55.

³ BAUDRY-LACANTINERIE, A. WAHL, *op. cit.*, t. XXIII, § 1097, p. 595. — M. CHAPOUTOT, *op. cit.*, p. 64. — J. HENNION, *op. cit.*, p. 98.

⁴ P. PORQUIER, *Des dépôts en banque*, Thèse, Rennes, 1909, p. 64. — D. PRUNET, *Les comptes de dépôts en banque*, Thèse, Toulouse, 1908, p. 74.

tions juridiques ne nous satisfait complètement. Elles ne parviennent pas à exprimer exactement tous les éléments essentiels de l'opération économique envisagée. Cette constatation ne doit pas d'ailleurs nous étonner : car, en réalité, il n'y a pas de tâche plus malaisée que de faire rentrer dans les cadres rigides et immuables depuis un siècle des Codes civils les diverses formes de crédit, qui, telles qu'elles sont pratiquées par la banque moderne, ne datent que d'une époque toute récente ¹.

¹ En effet, les opérations de crédit sont représentées, dans le droit usuel, par les contrats qui consistent dans un transfert de propriété, suivi de la restitution d'un équivalent dans un délai déterminé. Cependant, comme le remarque E. Seligman « il ne faut pas confondre la conception légale avec la conception économique du crédit » (E. SELIGMAN, *Principes d'Economie*, t. II, p. 174). Cette dernière ne s'exprime pas exactement par les contrats qui la réalisent : « l'essence du crédit est, comme le remarque le même auteur, le droit de jouir de quelque chose — dans la plupart des cas de la monnaie — qui appartient à un autre » (SELIGMAN, *op. cit.*, p. 176). Légalement, ce n'est pas « l'usage temporaire de la richesse », mais la propriété elle-même qui est transférée. En étudiant par conséquent les phénomènes du crédit à travers les contrats juridiques qui le réalisent et sans tenir compte de la nature économique et réelle, on aboutit nécessairement à des conclusions erronées et inexactes, comme par exemple Mac Leod, qui a soutenu que le crédit crée des capitaux : or, « l'illusion de cet auteur, comme le remarque avec justesse le Professeur B. Nogaro, résulte manifestement de l'emploi alternatif des concepts juridiques et des concepts économiques » (B. NOGARO, *Traité d'Economie Politique*, p. 198). Il est donc manifeste que la pratique qui consiste à étudier d'une façon purement juridique les questions essentiellement économiques ne présente que des inconvénients.

Nous retiendrons, néanmoins, de cet exposé juridique la conséquence pratique suivante : les fonds déposés en banque, qu'ils soient qualifiés de dépôt irrégulier ou qu'ils soient regardés comme un prêt de consommation, deviennent toujours la propriété de la banque dépositaire, le déposant ne conservant qu'un simple droit de créance contre cette dernière. On pourrait alors nous objecter que l'encaisse métallique, que nous avons définie comme un dépôt de fonds à vue en banque, appartient à la banque émettrice, ainsi que les juristes l'ont soutenu. Cette objection est juridiquement exacte ; seulement, comme la banque est toujours obligée à restituer sur leur demande aux déposants détenteurs des billets le métal précieux qu'ils lui ont remis, nous arrivons pratiquement à des solutions foncièrement opposées à celles que les juristes ont préconisées dans leur Rapport ¹ : en effet, étant donné la restitution qui suit nécessairement tout dépôt, il en résulte que l'*encaisse métallique reviendra à l'ensemble des détenteurs de billets* dès que ces derniers en demanderont la restitution par la présentation de leurs billets au remboursement. L'application pratique de cette conséquence est la suivante : lorsque l'Etat retire à une banque le privilège d'émission pour le confier

¹ On sait que la conclusion des juristes est la suivante : « Puisque... la propriété de l'encaisse appartient à la Banque Nationale, il en résulte évidemment que, si elle consentait à céder cette encaisse à la nouvelle banque d'émission, elle aurait droit, indubitablement à recevoir son équivalent calculé d'après la valeur que cette encaisse représenterait au moment de la cession.. » (*Supra*, p. 41).

à une autre dont les billets remplaceront ceux de la première, nécessairement par suite de cet échange de billets, cette nouvelle banque d'émission se substituera à l'ensemble des porteurs de billets de l'ancienne et par conséquent elle acquerra le droit incontestable de retirer les fonds métalliques de celle-ci ; l'ancienne banque d'émission sera obligée dans ce cas de lui restituer son encaisse métallique *sans pouvoir prétendre à une indemnité quelconque* ¹. Elle ne saurait d'ailleurs, se prévaloir d'aucun droit pour la réclamer : parce que, en rendant ce qu'elle avait reçu en dépôt elle ne fait qu'exécuter une obligation légale découlant de la nature même du rapport contractuel intervenu entre la banque et ses clients ².

¹ Autre application pratique de cette idée que l'encaisse métallique appartient à l'ensemble des détenteurs de billets, comme étant indissolublement liée à la circulation fiduciaire, est la doctrine qui considère comme définitivement acquise à l'Etat la contre-valeur métallique des billets non présentés à la banque alors même que celle-ci a retiré depuis longtemps de la circulation les séries auxquelles ils appartiennent : « Il ne saurait faire aucun doute, écrit le Rapporteur A. Landry, que le montant des billets qui jamais ne viendront au remboursement, doit bénéficier à l'Etat, de qui la banque tient son privilège. Ce serait pour la banque un profit injustifié, si elle devait indéfiniment faire figurer dans son passif au poste de la circulation les billets qu'elle n'aura pas à rembourser. De cette doctrine, il a été fait application à deux reprises. » (A. LANDRY, *Rapport à la Chambre des Députés sur le Renouvellement du privilège de la Banque de France*, Session de 1918, *Doc. Parl.*, N° 4429, p. 91).

² Par conséquent, même au point de vue strictement juridique, le droit de la banque d'émission de prétendre à une indemnité du fait de l'encaisse métallique est insoutenable. Au point de vue économique

*
* *

Tout ce que nous avons dit jusqu'ici, se réfère au stade où le billet de banque était un véritable titre de crédit et son acceptation facultative, en raison de la confiance qu'inspirait la banque émettrice à son client. Mais les choses n'en sont pas restées là. Dans les conceptions monétaires du public, s'est opérée une profonde transformation, à la suite de laquelle le billet de banque « n'est certainement plus aujourd'hui ce qu'il fut à l'origine » ¹. En effet, en raison de *l'acceptation générale* des billets de banque, qui permettait à leurs porteurs d'acheter avec ces billets tout ce qu'ils voulaient, « le public s'est accoutumé à les recevoir en paiement pour la valeur de la somme énoncée, comme si ces billets étaient eux-mêmes une véritable monnaie » ².

Par suite de cette évolution, les billets de banque sont désormais acceptés dans les échanges non parce qu'ils représentent du métal, mais parce qu'ils confèrent du pouvoir d'achat au même titre que ce dernier ; et on ne peut plus dire que leur porteur fait crédit à la banque comme à l'origine : « comme par suite de l'usage ou de la loi, explique le professeur B. Nogaro, le billet est, de nos jours, accepté dans les paiements entre particuliers, chaque porteur

et logique, il n'y a pas de doute que l'argent déposé en banque appartient à ceux qui le déposent.

¹ R.-G. LÉVY, *Banques d'émission et Trésors publics*, Paris, 1911, p. 618.

² B. NOGARO, *La Monnaie et les phénomènes monétaires contemporains*, p. 13.

de billet ne fait en somme crédit à la banque que tant qu'il n'a pas besoin d'échanger ce billet contre des marchandises ; ce crédit, rejeté d'un porteur sur un autre, sans qu'aucun d'eux soit tenu de le consentir pour une durée déterminée, n'implique aucun sacrifice de la part de ceux qui le font. Il n'est donc nullement ressenti ; et, finalement, il est ignoré du public, qui considère le billet comme une monnaie » ¹.

Dès lors, le billet étant considéré en fait comme une monnaie, dans aucun pays, le pouvoir public n'a cru devoir s'en désintéresser : il est donc intervenu non seulement pour réglementer le droit d'émission, mais aussi pour consacrer légalement son caractère nouveau, résultat de la pratique, en lui donnant *cours légal*, c'est-à-dire en obligeant les particuliers à le recevoir *entre eux*. Il est hors de doute, que cette attribution du cours légal modifie profondément le caractère juridique du billet, puisqu'elle l'assimile aux espèces métalliques ² ; mais elle n'a pas pour conséquence, pensons-nous, de modifier la nature de l'encaisse métallique, puisque le détenteur du billet, quoique obligé de le recevoir en paiement, *peut à tout moment* en demander le remboursement à la banque émettrice. Il existe donc toujours pour cette dernière l'obligation de restituer le métal déposé, et avec cette obligation le caractère du dépôt.

Mais comme le billet de banque présente tous les attri-

¹ B. NOGARO, *Traité d'Economie Politique*, p. 166.

² M. ANSIAUX, *op. cit.*, *Revue d'Economie Politique*, 1912, p. 570.

buts d'une monnaie parfaite à l'intérieur du pays, son remboursement *n'est généralement demandé qu'en vue de paiements à effectuer à l'étranger*. Dès lors, le billet devient une véritable *monnaie intérieure*, convertible en or seulement pour les cas de règlements à l'extérieur. Cette pratique montre de nouveau la voie à la théorie et à la loi ; un système moderne s'en est dégagé par la science : Le *Gold Exchange Standard*, que la plupart des pays ont adopté, surtout depuis la guerre, pour accomplir leur restauration monétaire.

D'après ce nouveau système — qui était celui de la Grèce depuis 1910 — le billet est la monnaie obligatoirement et *exclusivement* employée à l'intérieur, tandis que l'or est réservé seulement pour les paiements à l'extérieur. Les rapports contractuels entre les porteurs de billets et la banque émettrice, se trouvent dès lors radicalement modifiés ; avec *l'obligation légale* nous sortons définitivement du domaine du droit privé pour entrer dans celui du *droit public* ¹.

¹ C'est ici que nous nous séparons de ceux qui ont soutenu en Grèce la thèse exacte relativement à la propriété de l'encaisse métallique. Ils ont basé, en effet, leur argumentation uniquement sur la nature juridique du billet de banque ; et ainsi, par un curieux paradoxe, tout en affirmant le caractère économique de la question et l'incompétence des juristes dans la matière, ils n'ont employé qu'une argumentation purement juridique. Or, cette argumentation n'est pas exempte de critiques : parce qu'elle aboutit logiquement à la conclusion que l'encaisse-or est destinée à être partagée entre les porteurs de billets, conclusion qui est en opposition manifeste avec le véritable rôle de l'or dans le fonctionnement des systèmes monétaires et qui peut engendrer des conséquences aussi erronées que la doctrine

Le système monétaire d'un pays se trouve désormais caractérisé par l'existence simultanée de *deux* circulations, dont chacune a son domaine propre : une circulation composée uniquement de billets pour l'intérieur, et une circulation composée de métal ¹ pour les paiements internationaux. La circulation de billets remplace totalement l'or dans les transactions à l'intérieur ; cet or, par suite de la place faite par la loi aux billets, s'accumule nécessairement pour sa plus grande partie dans les caisses de la banque autorisée à les émettre, pour ne plus servir que de *machine à convertir* la monnaie intérieure en monnaies étrangères pour les besoins des règlements à l'extérieur.

Ainsi l'encaisse métallique de la banque d'émission nous apparaît comme le *complément nécessaire* de la circulation intérieure, et sa constitution, comme la *conséquence directe* du droit d'émettre de la monnaie légale. L'Etat, en confiant ce droit à une banque, lui confère avec la mission de pourvoir aux besoins monétaires des transactions intérieures,

qui fait de l'encaisse la propriété de la banque : « Répéter, comme le font tant de groupements économiques ou politiques, remarque bien à propos G.-E. Bonnet, que l'encaisse-or constitue le *gage intangible* des porteurs de billets, c'est faire preuve d'une totale incompréhension des problèmes monétaires. La réserve d'or ou de devises-or doit pouvoir être employée pour les règlements à effectuer à l'étranger. » (G.-E. BONNET, *Les expériences monétaires contemporaines*, p. 192.)

Evidemment un pareil emploi est incompatible avec la conception de *propriété privée*, soit de la banque, soit des particuliers.

¹ Ou de devises-or.

la possibilité de constituer une encaisse-or qui servira à maintenir la stabilité de la valeur de la monnaie intérieure. Mais ces deux fonctions — celle d'assurer l'élasticité de la circulation intérieure et celle d'assurer la stabilité des changes étrangers — ne sont évidemment que les *deux aspects d'un même droit : celui de fabriquer la monnaie nationale*, — qui ne peut appartenir qu'à la communauté.

Dès lors, la conclusion générale qui se dégage de cette étude est : *que l'encaisse métallique n'est que l'accessoire, toutefois indispensable, du droit d'émission ; et que l'Etat, en disposant de ce droit, dispose par là même de cette encaisse*. Par conséquent : *elle n'appartient pas à la banque ; elle n'appartient non plus aux porteurs de billets*, puisqu'elle n'est pas destinée à être partagée entre eux ; *elle appartient, en réalité, à la collectivité*, qui seule a le droit de battre monnaie.

CHAPITRE III

Conditions spéciales de la question en Grèce

La Commission des Juristes, dans son Rapport, après avoir posé et résolu d'abord, — à sa façon, bien entendu — la question sous la forme générale de la propriété de l'encaisse métallique des banques d'émission, a ensuite abordé l'étude des conditions spéciales qui caractérisent cette question en Grèce. Mais une simple lecture de ce Rapport suffit à démontrer que c'est directement de l'attitude prise sur la question générale que découle la solution préconisée par cette Commission, et que les circonstances topiques rappelées par elle ne jouent que le rôle d'arguments secondaires, destinés simplement à renforcer l'application en Grèce des principes qui résultent de l'examen du problème sous sa forme générale ¹.

¹ Nous lisons dans le Rapport et dans la réponse sous la lettre J., qui constitue la conclusion finale : « Puisque, d'après ce que nous avons dit ci-dessus sous les lettres A et B, la propriété de l'encaisse appartient à la Banque Nationale... etc. » Remarquons bien que sous la lettre A les juristes ont répondu à la question générale : Quel est le caractère juridique de l'encaisse et quel est le rôle de cette encaisse ? Et sous la lettre B ils n'ont fait qu'appliquer « la solution

Cependant, par la suite, l'attitude prise devant ce même problème par les divers pays étrangers, est venue donner un démenti formel aux théories soutenues en cette matière par les Juristes Hellènes : successivement, la Belgique, l'Italie, la France, à l'occasion de la stabilisation légale de leur monnaie, qui, réalisée à un taux nouveau, entraîna une réévaluation correspondante de l'encaisse métallique de la banque centrale, ont considéré cette réévaluation acquise à l'Etat et l'ont appliquée, en général, à l'amortissement des avances de la banque, en affirmant ainsi, contrairement aux Juristes Hellènes, que l'encaisse-or ne constitue pas la propriété de la banque qui la détient.

Devant cette pratique invariablement suivie à l'étranger, les auteurs et les économistes qui ont soutenu en Grèce la cause de la Banque Nationale, furent obligés de faire volte-face : c'est-à-dire, ils ont dû reconnaître, *reniant ainsi d'une façon formelle le Rapport des Juristes dans sa partie fondamentale*, que l'encaisse-or ne doit pas être considérée, en principe, comme la propriété des banques centrales, puisqu'elle n'est acquise par elles que grâce au droit d'émission concédé par l'Etat ; et que, par conséquent, la solution admise à l'étranger est très correcte et conforme aux principes de la science économique ¹. Seulement, n'ont-ils pas

donnée à la question précédente » au cas spécial de la Banque Nationale.

¹ A. DIOMEDES, *L'encaisse de la Banque Nationale*, Revue *Nea Epokhi*, Athènes, 1927, N^{os} 140 (pp. 694-696) et 141 (pp. 706-708.)

manqué d'ajouter, ces principes ne pouvaient pas être appliqués dans le cas concret de la Grèce : des conditions spéciales et des circonstances locales imprimaient en effet, à ce dernier un caractère particulier, qui le différenciait des cas analogues posés à l'étranger ; une solution par conséquent spéciale s'imposait à la question telle qu'elle se présentait en Grèce.

Les arguments invoqués en faveur de cette thèse peuvent se résumer à deux :

a) L'encaisse métallique qui a suscité en Grèce le différend, a été acquise par la Banque Nationale sous le régime du cours forcé ; donc, elle n'était pas destinée à servir au remboursement des billets de banque¹.

b) Cette encaisse a été détachée des éléments d'actif de la Banque Nationale pour être affectée à titre de couverture aux deux émissions supplémentaires : donc, elle préexistait à ces émissions et elle ne fut pas acquise par leur intermédiaire.

Cependant, nous ne pensons pas que ces arguments, bâtis uniquement sur des considérations de forme, puissent résister à un examen sérieux et impartial.

SPÉCIALISTE, *Les droits de la Banque Nationale sur l'encaisse-or*.
Extrait de la Revue *Nea Epokhi*, N° 145, 25 septembre 1927.

¹ « L'encaisse-or n'a pas d'autre but que celui d'assurer le remboursement du papier monnaie, et pour cette raison c'est sous le régime du cours légal, et non du cours forcé, qu'elle constitue l'accessoire de la circulation. » (Discours du Ministre des Finances. *Journal Officiel de la Chambre Hellénique*, Séance 9 avril 1928.)

D'abord, le fait que l'encaisse métallique de la Banque Nationale a été formée sous l'empire du cours forcé, n'altère aucunement ni sa destination, ni sa nature. Sous le régime de l'inconvertibilité, comme sous celui de la convertibilité constante, l'or est acquis toujours de la même façon par la banque d'émission ; et si l'on pouvait faire une remarque à cette occasion, la seule qu'on puisse faire, c'est que l'intervention du cours forcé, qui, en dispensant la banque émettrice des billets de l'obligation de les rembourser en or, facilite la constitution et assure la conservation de l'encaisse métallique, imprime nécessairement et d'une façon plus saisissable à cette dernière le caractère *d'intérêt public*, seul susceptible de justifier la prise d'une mesure spéciale en sa faveur. D'ailleurs, la formation d'une encaisse-or, sous le cours forcé, ne constitue nullement un fait spécial pour la Banque Nationale de Grèce : la Banque de France, par exemple, depuis la loi du cours forcé de 1914, a acquis de l'or d'une valeur supérieure à 5 milliards de francs nouveaux ; et cependant, elle n'a pas songé à demander pour cet or un traitement différent de celui applicable à l'or acquis sous le régime antérieur de la convertibilité absolue, ni à émettre sur lui des prétentions particulières au moment de la stabilisation légale. Il n'y a donc rien dans cet argument qui puisse justifier une distinction entre le problème posé en Grèce et celui posé à l'étranger relativement à l'encaisse métallique.

On ne saurait davantage utiliser dans le même sens le second argument : si la Banque Nationale de Grèce qui

devait, d'après la loi, constituer une couverture aux émissions supplémentaires autorisées pour son compte, a préféré se procurer cette couverture par l'utilisation des éléments de son actif, au lieu de l'acquérir par l'échange des billets qu'elle allait émettre, on ne peut y voir qu'une simple opération commerciale, plus conforme peut-être aux intérêts propres de la banque, mais qui ne change en rien la nature de la couverture constituée ; parce que, dès qu'elle a agi de la sorte, elle a lié désormais indissolublement ces éléments à la circulation fiduciaire, absolument comme si ces éléments avaient été acquis au moyen de cette circulation, puisque, à la vérité, elle pouvait se procurer cette couverture au moyen de ses nouveaux billets, et puisque, en réalité, ces billets, étant mis en circulation à l'occasion de ses opérations commerciales, ont été échangés *contre des valeurs réelles*, et finalement contre de l'or ¹. Il n'y a

¹ D'autant plus que, en 1915, année de la première émission supplémentaire, le change grec était absolument stable. Il est vrai qu'en 1920, année de la deuxième émission supplémentaire, la monnaie grecque avait subi une dépréciation de 20 % par rapport à la livre sterling ; on a donc pensé à déduire de ce fait l'argument que la Banque Nationale ne pouvait pas employer et n'a pas employé effectivement ses billets pour l'achat de l'or, puisqu'une pareille opération n'aurait pas manqué de provoquer une hausse très forte des devises étrangères. Sans doute la conduite de la Banque Nationale, qui, en procédant de la façon décrite, a évité une dépréciation de la monnaie nationale, est digne d'éloge. Mais cela ne veut pas dire que ses billets ne pouvaient pas être ensuite échangés contre de l'or, par cette raison que le change était déprécié ! Le cas de la Banque de France qui

donc rien de particulier, sinon au point de vue de la forme, dans cette opération de la Banque Nationale de Grèce : une autre banque d'émission aurait constitué sa couverture par les richesses du public échangées contre ses billets ; la Banque Nationale l'a constituée par les richesses de ses actionnaires, mais en gardant pour son compte les richesses que le public a échangées ensuite contre ses billets, qui en réalité ne lui ont coûté rien. Elle n'a par conséquent subi aucun sacrifice : en effet, les billets, qui se créent par la banque de rien, représentent pour elle une valeur réelle, car, une fois sortis de ses caisses, ils ne circulent désormais qu'en échange des richesses créées par le travail et l'épargne du pays.

Il est vrai que la Banque Nationale a objecté que la majeure partie des billets autorisés pour son compte par les lois de 1915 et 1920, n'a pas été mise en circulation effective, et qu'elle a été, au contraire, gardée dans ses caisses à titre de *réserve*. Mais une pareille objection nous paraît excessivement spécieuse ; pour s'en rendre compte il suffit d'analyser la notion de réserve : toutes les banques qui travaillent avec des fonds du public sont obligées d'avoir en caisse et toujours disponible, une somme d'argent liquide pour répondre aux demandes journalières de retrait des déposants ; cette somme d'argent laissée nécessairement improductive et représentant un certain pourcentage de la

pendant la période du fléchissement du change français, a acquis des milliards d'or, le prouve suffisamment.

masse des dépôts à vue, constitue ce qu'on appelle « la réserve des banques ». La Banque Nationale de Grèce à ce point de vue, quoique banque d'émission, devait être assimilée aux banques de dépôt, parce que, à cause de la diminution de la valeur globale, due à la dépréciation de la drachme, de la circulation émise pour son compte, dont le montant avait été fixé par la loi à un chiffre limité et qui n'a pas varié depuis, elle a été réduite à travailler avec les fonds apportés par le public. Dès lors, comment peut-on affirmer que ces billets gardés comme réserve, représentent exactement ceux dont l'émission fut autorisée par les lois de 1915 et 1920, et non pas les billets provenant d'autres émissions, qui furent rapportés à la banque par les déposants ? D'ailleurs, une pareille distinction dans les billets qui constituent la réserve, même supposée possible, n'entraînerait nullement les conséquences imaginées par les défenseurs de la banque : en effet, la Banque Nationale était obligée *dans tous les cas*, d'avoir une réserve de billets dans une proportion variable relativement aux dépôts à vue, *même si les émissions* de 1915 et de 1920, n'avaient pas été autorisées ; donc, avec l'autorisation de ces émissions, les billets émis pour leur compte, dans l'hypothèse où ils seraient gardés dans les caisses de la banque comme réserve, n'auraient servi réellement *qu'à remplacer* une quantité égale d'autres billets qui auparavant formaient cette réserve et qui depuis seraient rendus à la circulation. Par conséquent, que la Banque Nationale ait mis directement en circulation les billets autorisés par les lois de 1915 et de 1920,

ou qu'elle les ait gardés dans ses caisses comme réserve, le résultat est toujours invariablement le même : *le volume de billets prêtés* par la Banque Nationale *s'est accru d'un montant égal* à celui des émissions supplémentaires. Emprisons-nous encore d'ajouter que la supposition, d'ailleurs dénuée de sens, que la Banque Nationale ait pu toujours garder comme réserve *les mêmes billets*, ceux spécialement autorisés par les lois de 1915 et 1920, ne semble même pas permise par les faits : parce que la tension monétaire, révélée à plusieurs reprises par les bilans de la banque et qui se traduisait par une réduction inquiétante de la réserve, nous autorise à penser que la Banque Nationale a totalement épuisé le droit d'émission et qu'ensuite elle a dû renforcer sa réserve avec des billets rapportés par les clients ¹.

Nous pouvons donc conclure que, quant au fond, le problème relatif à l'encaisse métallique ne s'est pas posé en Grèce d'une façon différente que dans les pays étrangers ; il s'est peut-être compliqué en Grèce, au moins dans la forme, par la création d'une nouvelle banque d'émission ; mais cette complication, purement apparente, a précisément contribué à la position de ce problème en Grèce dans *toute son intégrité* et dans *toute son amplitude* : en effet, tandis qu'à l'étranger, il s'est présenté *sous la forme partielle* de l'acquisition de la réévaluation de l'encaisse par

¹ P. TSALDARIS, *Sur la question de l'encaisse métallique*, Revue *Nea Epokhi*, 1927, N° 141, p. 714. Du même, *Discours à la Chambre Hellénique*, Séance 4 avril 1928, p. 19.

suite de la définition nouvelle de l'unité monétaire, en Grèce, au contraire, il s'est posé, en raison de la concession du droit d'émission à une banque nouvelle, *sous la forme intégrale* de la propriété de l'encaisse métallique elle-même. Mais au fond, il ne s'agit toujours que *du seul et même problème*, dont la solution sous ses deux aspects, dépend uniquement de la réponse qui serait donnée à la question : « *A qui appartient l'encaisse métallique constituée chez les banques d'émission ?* » Si nous répondons, avec les Juristes, que cette encaisse est le patrimoine propre de la banque, nous sommes alors obligés de reconnaître que, dans le cas où l'Etat aurait transféré le droit d'émission à une banque nouvelle, cette encaisse ne lui serait pas transférée du même coup : *elle ne devrait pas être cédée ; elle ne pourrait qu'être achetée* par la nouvelle banque avec le consentement de l'ancienne. Nous sommes en outre obligés de reconnaître, que toute réévaluation de cette encaisse, provenant de la dévaluation de l'unité monétaire, ne pourrait être attribuée qu'à la banque propriétaire.

Si, au contraire, nous répondons, — comme nous l'avons fait dans le chapitre précédent — que l'encaisse est un simple accessoire du droit d'émission dont dispose l'Etat, nous sommes alors obligés d'admettre que, en cas de transfert de ce droit par l'Etat à une banque nouvelle, cette dernière acquerra par ce même acte, de plein droit, — c'est-à-dire sans obligation à indemnité — l'encaisse métallique, puisque l'accessoire doit suivre le principal. Aussi, dans la même supposition, toute réévaluation de cette encaisse ne

devrait être attribuée qu'à la circulation elle-même, et non être inscrite sous la rubrique « Profits et Pertes » de la banque ¹.

Les Juristes, dans leur Rapport, ont bien saisi l'essence du problème qu'ils avaient à résoudre : en effet, dès le commencement, sous la lettre a), ils l'ont posé sous sa forme générale et abstraite ; et c'est de la solution qu'ils lui ont appliquée, qu'ils ont tiré leurs conclusions pratiques : c'est-à-dire, d'une part, « le droit » de la Banque Nationale « à recevoir l'équivalent » de son encaisse, « si elle consentait par une convention particulière » à la céder à la nouvelle banque d'émission ¹, — d'autre part, l'acquisition, par cette Banque Nationale seule de « l'accroissement en drachmes papier de la valeur de son encaisse, accroissement provenant de la dépréciation de la drachme » ³.

Nous devons donc reconnaître que le Rapport des Juristes a eu le mérite d'avoir, sinon résolu correctement, du moins posé exactement le problème de l'encaisse ; ce mérite évidemment ne peut pas être attribué aux auteurs qui, à côté des Juristes, ont soutenu la thèse de la Banque Nationale.

¹ Ce qui veut dire que, si la nouvelle banque d'émission n'avait pas été créée en Grèce, la réévaluation de l'encaisse de la Banque Nationale, par suite de la définition nouvelle de la drachme, devrait être acquise à l'Etat et appliquée à l'amortissement de la dette de ce dernier, vis-à-vis de la Banque.

² *Supra*, p. 24.

³ *Supra*, p. 16.

*
* *

Un certain nombre d'autres arguments a été présenté encore en faveur de la cause de la Banque Nationale de Grèce, soit par les Juristes dans leur Rapport, soit dans la presse, soit enfin à la Tribune de la Chambre. Quoique leur caractère soit purement subsidiaire, nous les passerons rapidement en revue, pour ne pas laisser notre étude trop incomplète.

Nous examinerons d'abord le raisonnement des Juristes, développé dans leur Rapport sous la lettre *h*) ; il ne constitue pas, à proprement parler un argument pour leur thèse, mais plutôt la réfutation d'un argument que la thèse adverse pourrait tirer du fait que « la Banque Nationale portait dans ses bilans l'encaisse métallique au prix d'acquisition », c'est-à-dire, en drachmes or. De ce fait, affirment les Juristes, « on ne peut pas déduire la renonciation tacite de la Banque Nationale à son droit sur l'accroissement de la valeur de la dite encaisse, dû à la dépréciation de la drachme » ; parce que, d'après la loi 2190, les Sociétés anonymes ne peuvent pas inscrire dans leurs bilans les marchandises à un prix supérieur au prix d'acquisition : or, la Banque Nationale, société anonyme, était obligée par la loi de porter dans son bilan l'encaisse, « qui n'est autre chose qu'une marchandise », au prix de cette encaisse au moment de l'acquisition, c'est-à-dire au moment où la monnaie grecque se trouvait au pair.

Nous ne savons pas si l'on a tâché de tirer un argument

pour la thèse adverse, de ce que la Banque Nationale évaluait son encaisse métallique en drachmes or. En réalité, ce procédé d'évaluation, commun aux banques d'émission de toutes les nations, ne prouve rien ni pour, ni contre n'importe quelle thèse relative à la propriété de l'encaisse : il est simplement le résultat d'une obligation découlant de la définition légale de la monnaie nationale.

Par conséquent, la Banque Nationale de Grèce, en procédant de la sorte n'a fait autre chose que se conformer à la loi, non à celle sur les sociétés anonymes, mais à celle sur la teneur en or de la drachme : tant que cette loi n'a pas été modifiée, la Banque Nationale ne pouvait évaluer son or que d'après le poids de métal précieux contenu dans l'unité monétaire légale. Une fois qu'avec la stabilisation légale de la monnaie, la teneur en or de la drachme fut changée, la Banque Nationale, avait désormais l'obligation d'évaluer son encaisse or, suivant la nouvelle mesure des valeurs ; et c'est alors seulement qu'apparut, avec la réévaluation de l'encaisse, le problème de sa propriété.

Une autre question, figurant dans le Rapport des Juristes, sous la lettre g), pose le problème de la légitimité d'une indemnité de la part de l'Etat à la Banque Nationale, en raison du retrait prématuré du privilège d'émission dont cette dernière était investie. Nous pensons que cette question n'avait pas à être traitée dans un Rapport dont l'objet exclusif était de déterminer le propriétaire de l'encaisse métallique. En effet, à supposer qu'une pareille indemnité soit légitime, elle le serait aussi bien pour le cas où l'encaisse

reviendrait à la banque, que pour le cas contraire. Par conséquent, c'est une question tout à fait à part, qui ne présente aucun lien direct avec celle qui nous occupe ; elle n'a été d'ailleurs pour rien dans la manifestation des prétentions de la banque sur l'encaisse ¹. Par suite, nous ne pouvons pas la traiter ici, car elle sort du cadre de notre étude.

Un dernier argument des Juristes ne doit pas être passé sous silence : c'est celui qui est formulé sous l'aspect d'une réponse à une question purement hypothétique, posée dans les termes suivants : « en supposant que par d'autres combinaisons financières, la drachme papier soit assainie et que la Banque Nationale soit obligée de rembourser en or et au pair les billets de banque en circulation, pourrait-elle dans ce cas élever la prétention de tirer profit de l'appréciation actuelle? ». La réponse des Juristes est la suivante : « Il faut tenir compte de ce que l'abolition du cours forcé implique le remboursement intégral des avances à cours forcé de la Banque à l'Etat. Mais ces billets sont supérieurs à la circulation fiduciaire ; par conséquent, au moment où le cours forcé sera levé, il n'y aura plus de billets de banque en circulation ; mais, même s'il y en a à ce moment, l'Etat ne pourra prétendre à aucun droit sur l'encaisse et sa réévaluation. La banque sera obligée de rembourser ces billets au pair, en utilisant non seulement l'encaisse or, mais éven-

¹ D'autant plus que le retrait du privilège d'émission a été effectué par suite d'une convention entre l'Etat et la Banque Nationale, donc avec le consentement, sinon à la demande, de cette dernière.

tuellement son actif. Mais l'existence supposée des billets de banque en circulation après le remboursement des dettes de l'Etat, implique nécessairement que, au moment de l'abolition du cours forcé, circulent des billets prêtés par la banque aux tiers, puisque l'émission n'a pas été employée à des acquisitions d'or¹. Donc, ces billets, elle les remboursera au pair, mais en même temps, elle encaissera également au pair les avances, puisque, le cours forcé sera aboli ; de la sorte elle aura automatiquement, pour ainsi dire, remplacé l'or dont elle aurait disposé, par une nouvelle encaisse or ».

Ce passage, d'ailleurs assez confus, procède évidemment d'une hypothèse gratuite, c'est-à-dire d'un relèvement de la monnaie grecque jusqu'à l'ancien pair ; or, une pareille éventualité n'a jamais été envisagée au moment de la restauration monétaire. Il se fonde en outre, sur une méconnaissance complète du sens du mot « avances à cours forcé à l'Etat » : « le mot avance à l'Etat, comme le remarque, un auteur très qualifié, le professeur C. Rist, Sous-Gouverneur de la Banque de France, *est trompeur. La banque n'avance rien à l'Etat. On n'avance que ce qu'on possède.*

¹ On voit par cette phrase l'incompréhension totale dont fait preuve le Rapport sur la façon dont peut s'acquérir l'or et se constituer l'encaisse. En effet, les billets de banque se prêtent aux tiers, à l'occasion, par exemple, de l'escompte ; or, la Banque peut escompter un effet sur l'étranger — sur New-York — qui représente effectivement de l'or ; dès lors, les billets prêtés aux tiers n'ont-ils pas été réellement employés à l'acquisition de l'or ?

La banque *crée* de la monnaie pour les besoins de l'Etat. Cette monnaie ne diffère de celle que l'Etat aurait pu créer lui-même que par un côté : la banque est intéressée autant que l'Etat à son remboursement ultérieur et c'est une garantie de plus. Mais elle n'altère pas le caractère monétaire du billet de guerre, et certains belligérants, l'Angleterre, par exemple, n'ont pas hésité à fabriquer directement leur papier monnaie sans recourir à la banque » ¹. Il est donc inadmissible d'assimiler les dettes de l'Etat provenant du fait de la création de papier monnaie, aux dettes qui résultent des avances consenties par la banque avec ses capitaux propres ; il est encore inadmissible que la Banque Nationale soit remboursée en or des billets qui ne lui ont coûté que les frais de fabrication.

On pourrait d'ailleurs, répondre à cet argument hypothétique par une autre hypothèse : supposons, par exemple, que, après avoir choisi un taux de stabilisation, l'Etat, par une politique d'économies sévères et de compression de dépenses, arrive, au moyen des excédents budgétaires, à éteindre dans un certain nombre d'années les avances à cours forcé. Naturellement, ces billets rendus à la banque seraient détruits par elle et non pas employés ultérieurement pour ses opérations commerciales, puisqu'ils ne constituent pas de capitaux propres à la banque. Mais, comme le retrait de ces billets de la circulation se sera traduit par une

¹ C. RIST, *Les Banques d'émission et l'après-guerre*, *Revue d'Economie Politique*, 1921, p. 189.

augmentation des besoins monétaires du public, il est vraisemblable que la marge de l'émission pour le compte de la banque sera élargie : donc, contrairement à l'affirmation des Juristes, au moment où le remboursement des avances à cours forcé sera effectué, il n'y aura plus en circulation que des billets de banque ; une partie de ces billets sera constituée par ceux émis conformément aux lois de 1915 et 1920 ; mais le remboursement de tous ces billets, une fois le cours forcé aboli, incombera nécessairement à la banque émettrice seule.

Pour en finir, avec les arguments subsidiairement présentés en faveur de la thèse de la Banque Nationale, nous mentionnerons, en dernier lieu celui qui a été présenté par le Ministre des Finances, responsable de la solution admise en Grèce relativement à l'encaisse métallique : une preuve, déclara-t-il à la Tribune de la Chambre, que la Banque est propriétaire de l'encaisse or, c'est que les intérêts des rentes sur l'Etat, dans lesquelles a été investie une partie de cette encaisse, ont toujours été payés à la banque ; si donc, l'encaisse appartenait à la circulation, il n'y aurait pas de théorie capable de justifier le fait que la banque n'ajoute pas les intérêts pour augmenter l'encaisse ; ce serait comme si elle jouissait des bénéfices provenant d'une fortune qui ne lui appartient pas ¹.

Cet argument est vraiment spécieux : ce que la banque

¹ Discours prononcé à la Chambre. Séance 22 août 1927. *Journal Officiel*, p. 740.

promet aux détenteurs de ses billets, c'est de leur rembourser ces billets en or, unité par unité, c'est-à-dire, à raison d'une drachme or pour une drachme papier. Si donc, la banque, qui peut avoir une émission supérieure à son encaisse emploie une partie de cette encaisse productivement, tout ce qu'elle retirera de cet emploi sera profit ou dommage pour elle-même ; les détenteurs des billets n'en sont nullement affectés : tout ce qu'ils peuvent exiger de la banque, c'est le versement d'un nombre déterminé d'unités monétaires d'or ; et cette obligation de la banque existe intégralement quel que soit le résultat du placement de l'encaisse. D'ailleurs, dans le cas de fonds apportés à la banque qui donnent lieu à l'ouverture d'un « compte de dépôt », les choses ne se passent pas autrement ; tout ce que rapporte le placement de ces fonds appartient à la banque ; et cependant, il ne viendrait à l'idée de personne de soutenir que puisque la banque n'ajoute pas aux dépôts les intérêts de placements faits ¹, ces dépôts doivent être considérés comme lui appartenant en propre, à l'exclusion de toute obligation de restitution aux véritables propriétaires.

¹ Les intérêts des placements sont évidemment indépendants de ceux que la Banque elle-même versera aux déposants, puisqu'elle sera obligée de les payer, même si elle ne place pas productivement ces fonds. D'ailleurs les banques d'émission ne paient aucun intérêt pour les fonds qu'elles reçoivent en dépôt.

CONCLUSION

Arrivés à la fin de notre étude, nous nous efforcerons de résumer en quelques lignes les conclusions qui s'en dégagent.

D'abord, de l'étude de la destination et de la nature de l'encaisse métallique des banques d'émission, découlent les considérations d'ordre général suivantes :

L'encaisse métallique, dont l'or est acquis par la force productive du pays, se concentre dans les caisses des banques d'émission, grâce au droit de celles-ci de fabriquer une monnaie nouvelle et plus commode ; elle est destinée, dans les conditions monétaires actuelles, à servir de volant pour compenser un déficit possible de la balance des comptes, en assurant ainsi la stabilité des changes, et par là, celle de la valeur de la monnaie nationale. Elle est donc, *l'accessoire*, en même temps que *la condition* indispensable du bon fonctionnement *du droit d'émission*, qui est un véritable *service public*, exercé au profit de la collectivité. L'emploi, par conséquent de l'encaisse métallique, est subordonné aux exigences monétaires du pays ; et cet emploi est confié à la banque centrale d'émission pour être utilisé au mieux des intérêts de la communauté. En dehors de cette fonction *d'administration* des réserves or du pays pour le bien gé-

néral, on ne peut pas reconnaître un autre droit à la banque concessionnaire du droit d'émission. Même au point de vue de droit privé — qui est un point de vue qui ne correspond plus aux conceptions modernes des systèmes monétaires — *le droit de propriété*, qui doit être reconnu d'après le droit commun à la banque d'émission sur l'encaisse-or, n'est en réalité, par suite de l'obligation de restitution à tout instant qui l'accompagne, *qu'un simple droit d'usage ou de détention*. La banque par conséquent, en matière d'émission, comme en matière d'encaisse métallique, — complément inséparable de la première — n'est *qu'un simple concessionnaire du service monétaire*, dont elle doit assurer le fonctionnement dans les conditions les plus favorables à l'intérêt général.

Conformément à ces considérations d'ordre général sur la nature de l'encaisse-or des banques d'émission, nous arrivons nécessairement à la conclusion que la solution donnée en Grèce à la question de l'encaisse de la Banque Nationale est à la fois anti-scientifique, immorale et injuste.

Anti-scientifique : parce qu'elle méconnaît les principes élémentaires relatifs à la nature du droit d'émission et au fonctionnement des systèmes monétaires ; parce qu'elle méconnaît en outre, la pratique invariablement suivie dans tous les pays étrangers qui se sont trouvés en face de la même question.

Immorale : Parce qu'elle a permis à une poignée d'actionnaires de la Banque Nationale la réalisation d'un gain inespéré, qui ne se justifie par aucun travail, ni effort, et

qui est un *véritable enrichissement sans cause* : en effet, c'est à cinq cent millions de drachmes qu'on évalue le bénéfice des actionnaires par suite de la hausse des actions à la bourse, survenue de l'annonce de la solution adoptée par le Gouvernement et malgré le retrait du privilège d'émission ¹ !

Injuste enfin : parce que la collectivité, qui par son travail avait constitué l'encaisse de la Banque Nationale et qui, ensuite a supporté tous les dommages résultant de la dépréciation des billets de cette dernière, a été obligée de racheter son or en payant une indemnité aux actionnaires de la banque, largement enrichis cependant, par la hausse inattendue de leurs actions. 1.200 millions furent à cette occasion déboursés par le pays, déjà écrasé sous un fardeau insupportable d'impôts ; et ainsi, la restauration monétaire, qui, en consacrant l'amputation d'une notable partie de la fortune des particuliers, a imposé un sacrifice sans égal à la grande masse du peuple grec, est devenue, par contre, pour un petit groupe d'individus, la source de gros et extraordinaires profits, — ce qui constitue la pire des iniquités.

¹ *Journal officiel de la Chambre Hellénique*, Séance 4 avril 1928, p. 16.

BIBLIOGRAPHIE

- M. AUCUY, *Les systèmes socialistes d'échange*, Paris, 1908.
- A. AFTALION, *Monnaie, Prix et Change*, Paris, 1928.
- A. AFTALION, *Monnaie et Industrie*, Paris, 1929.
- M. ANSIAUX, *De l'unité du crédit à court terme sous la variété de ses formes*, *Revue d'Economie Politique*, 1912, pp. 553 et suiv.
- M. ANSIAUX, *Traité d'Economie Politique*, Paris, 1927, 3 volumes.
- C. ARENDT, *Economie Politique Scientifique*, Paris, 1899.
- A. ARNAUNE, *La Monnaie, le Crédit et le Change*, Paris, 1902.
- W. ASHLEY, *L'évolution de l'Economie Politique en Angleterre et en Amérique*, *Revue Economique Internationale*, septembre 1923, pp. 457 et suiv.
- A. BATBIE, *Qu'est-ce que le billet de banque?* *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1884, t. XIII, pp. 272 et suiv.
- G. BAUDRY-LACANTINERIE-A. WAHL, *Traité de Droit civil*, t. XXIII.
- G. BAUDRY-LACANTINERIE-P. DE LOYENNES, *Traité de Droit civil*, t. XXIV.
- A. BLAISOT, *La mise en possession du créancier dans le contrat du gage*, Thèse, Paris, 1897.
- H. DE BLETTERIE, *Le règlement des dépôts en banque*, Thèse, Paris, 1897.
- M. BLOCK, *Les Progrès de la Science Economique depuis A. Smith*, Paris, 1897, 2 volumes.

- E. BODIN, *L'encaisse métallique de la Banque de France*, Thèse, Rennes, 1925.
- G.-E. BONNET, *Les expériences monétaires contemporaines*, Paris, 1926.
- A. BOSSARD, *Les Lois de la Sociologie Economique*, Paris, 1913.
- L. BROCARD, *De l'émission des billets de banque*, Thèse, Dijon, 1896.
- A. BURDEAU, *Rapport à la Chambre des Députés sur la prolongation du privilège de la Banque de France*, Session de 1892, *Doc. Parl.*, N° 1649.
- M. CHAPOUTOT, *Les dépôts de fonds en banque*, Paris, 1928.
- A. COLIN-H. CAPITANT, *Cours élémentaire de Droit civil*, Paris, 1924.
- A. COMTE, *Cours de philosophie positive*, Paris, 1893, 5^e éd.
- C. CONANT, *Monnaie et Banque*, tr. fr., 1908, 2 volumes.
- J. COURCELLE-SENEUIL, *L'Economie Politique et le Droit, France Judiciaire*, 1899, 1^{re} partie, pp. 25 et suiv.
- J. COURCELLE-SENEUIL, *Opérations de banque*, Paris, 1905.
- G. DAMIRIS, *Le système monétaire grec et le change*, Paris, 1920, 3 volumes.
- J. DECAMPS, *Les changes étrangers*, Paris, 1922.
- R. DELZANGLES, *Etude comparée de la Banque d'émission et de la Banque de dépôt*, Thèse, Bordeaux, 1921.
- A. DESPAUX, *Principes de dynamique monétaire*, Paris, 1925.
- A. DIOMEDÈS, *L'encaisse de la Banque Nationale*, *Revue Nea Epokhi*, Athènes, 1927, N°s 140-141.
- A. DIOMEDÈS, *La Banque Nationale de Grèce*, *L'Europe Nouvelle*, 28 juillet 1928, pp. 1028 et suiv.

- A. DUPONT, *G. Tarde et Economie Politique*, Thèse, Paris, 1910.
- P. DURAND, *Le renouvellement du privilège de la Banque de France en 1918*, Thèse, Poitiers, 1919.
- E. DURKHEIM, *Les Règles de la méthode sociologique*, Paris, 1895.
- H. FOURNIER, *La Réforme monétaire et financière de la Belgique*, Paris, 1927.
- F. GÉNY, *Les procédés d'élaboration du Droit civil*, Méthodes Juridiques, 1911.
- C. GIDE, *Cours d'Economie Politique*, 1923, 2 volumes.
- G. DE GREEF, *Sociologie Economique*, Paris, 1904.
- J. HARISTOY, *Virements en Banque et Chambres de compensation*, Paris, 1906.
- J. HENNION, *Les Dépôts en banque et la guerre*, Thèse, Dijon, 1916.
Journal des Economistes, Août 1897, p. 242, Société d'Economie Politique, Séance du 5 août 1897.
- A. LANDRY, *Manuel d'Economie*, Paris, 1908.
- A. LANDRY, *Rapport à la Chambre des Députés sur le renouvellement du privilège de la Banque de France*, Session de 1918, *Doc. Parl.*, N° 4429.
- P. LEROY-BEAULIEU, *Traité théorique et pratique d'Economie Politique*, Paris, 1896, t. IV.
- R.-G. LEVY, *Banque d'émission et Trésors publics*, Paris, 1911.
- R.-G. LEVY, *Qu'est-ce qu'une banque?* Paris, 1918.
- C. LYON-CAEN-L. RENAULT, *Traité de Droit commercial*, 1925, t. IV.
- A. MATER, *Traité Juridique de la Monnaie et du Change*, Paris, 1925.
- R. MAUNIER, *Droit et Economie Politique*, Thèse, Paris, 1910.

- M. MIATOVITCH, *Essai sur les Banques d'émission et l'encaisse métallique*, Thèse, Montpellier, 1921.
- B. NOGARO, *Contribution à une théorie réaliste de la monnaie*, *Revue d'Economie Politique*, 1906, pp. 685 et suiv.
- B. NOGARO, *L'expérience bimétalliste du XIX^e siècle et la théorie générale de la Monnaie*, *Revue d'Economie Politique*, 1908, pp. 641 et suiv.
- B. NOGARO, *Emission d'un billet de Banque International*, *Monde Nouveau*, 20 juin 1919.
- B. NOGARO, *Traité d'Economie Politique*, Paris, 1921.
- B. NOGARO, *La Monnaie et les phénomènes monétaires contemporains*, Paris, 1924.
- B. NOGARO, *La Théorie Monétaire et ses applications*, *Annales de l'Université de Paris*, mai 1926.
- B. NOGARO, *Finances et Politique*, Paris, 1927.
- W. OUALID, *Leçons sur la Monnaie*, Paris, 1926.
- W. OUALID, *Conférences sur les Banques*, 1927.
- M. PLANIOL, *Traité élémentaire de Droit civil*, 1926, t. II.
- M. PLANIOL-G. RIPPERT, *Traité pratique de Droit civil Français*, 1927, t. XII.
- P. PORQUIER, *Des dépôts en Banque*, Thèse, Rennes, 1909.
- D. PRUNET, *Les Comptes de Dépôts en Banque*, Thèse, Toulon, 1908.
- P. REBOUD, *Essai sur les Changes étrangers*, Paris, 1900.
- C. RIST, *Les Banques d'émission et l'après-guerre*, *Revue d'Economie Politique*, 1921, pp. 183 et suiv.
- E. SELIGMAN, *L'interprétation Economique de l'Histoire*, tr. fr, Rivière.

- E. ŠELIGMAN, *Principes d'Economie*, tr. fr., 1927 2 volumes.
- G. SCHMIDT, *Rapport de l'économie politique avec la morale et le droit*, *Revue d'Economie Politique*, 1900, pp. 313 et suiv.
- G. SCHMOLLER, *Politique sociale et Economie Politique*, tr. fr., 1902.
- E. SCHWIEDLAND, *Economie sociologique*, tr. fr., 1925.
- SPÉCIALISTE, *Les Droits de la Banque Nationale sur l'encaisse-or*.
Extrait de la *Revue Nea Epokhi*, N° 145, 25 septembre 1927.
- R. STAMMLER, *Wirtschaft und Recht nach der materialischen Geschichtsauffassung*, Leipzig, 1906.
- G. TARDE, *Psychologie Economique*, Alcan, 1902, vol. 2.
- G. TARDE, *Etudes de psychologie sociale*, Paris, 1898.
- E. THALLER, *La Méthode en Droit commercial*, Les Méthodes Juridiques, 1911.
- E. TSALDARIS, *Sur la question de l'encaisse métallique*, *Nea Epokhi*, 1927, N° 141.
- R. ULENS, *Les Banques d'émission*, Académie Royale de Belgique, Bruxelles, 1908, t. IV.
- E. VAN ELEWYCK, *La Banque Nationale de Belgique*, Bruxelles, 1908, vol. 2.
- H. WITHERS, *Qu'est-ce que la Monnaie?* tr. fr., 1920.
- R. WORMS, *La Sociologie et le Droit*, Paris, 1895.
- R. WORMS, *Philosophie des sciences sociales*, Paris, 1907, vol. 3.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	23
CHAPITRE PREMIER. — Le Rapport de la Commission des Juristes sur la propriété de l'encaisse métallique	47
CHAPITRE II. — A qui appartient l'encaisse métallique d'une banque d'émission	55
§ 1. L'origine de l'encaisse métallique	65
§ 2. Le rôle et la destination de l'encaisse métallique	83
§ 3. La nature économique et juridique de l'encaisse métallique	105
CHAPITRE III. — Les conditions spéciales de la question en Grèce	122
CONCLUSION	125
BIBLIOGRAPHIE	131

Imp. G. THONE
Liège (Belgique)